

inprecor



● Stratégie écosocialiste en période de turbulences ●

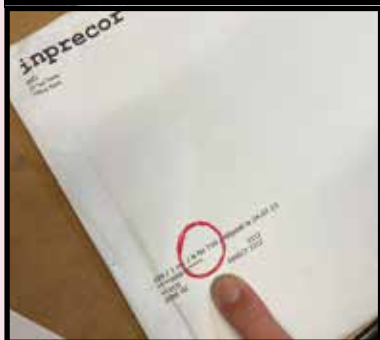
Une délégation syndicale ukrainienne raconte ses combats

● Isabelle Garo : Portrait du militant en penseur (et réciproquement) ●

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Cinzia Nachira

La Palestine face à la vague d'extrême droite 3

États-Unis

Kay Mann

Premiers jours de Trump au pouvoir : les États-Unis se dirigent-ils vers le fascisme ? 4

Kim Moody

Le chemin des démocrates vers la défaite 6

Kay Mann

Classes, races et genres dans l'élection de 2024 13

David Finkel

Le chaos à venir ? L'impérialisme américain sous Trump 2.0 15

Une délégation syndicale ukrainienne raconte ses combats

Vitalii Dudin

La situation du droit du travail ukrainien 18

Ruslana Mazurenok

« L'État a choisi de réduire les garanties sociales du personnel de santé » 20

Stratégie

Martin Lallana Santos

Stratégie écosocialiste en période de turbulences 23

Lectures

Isabelle Garo

Portrait du militant en penseur (et réciproquement) 32

IIRE

Un soutien financier pour publier Daniel Bensaïd en anglais 35

Rouge

Stéphanie Prezioso

Rêver un impossible rêve et puis lutter toujours... 36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecor puisse continuer, faites le connaître ! Abonnez-vous !

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.
IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à Inprecor-PECCI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

La Palestine face à la vague d'extrême droite

Après seize mois de guerre génocidaire d'Israël contre la bande de Gaza, il est difficile de faire des prévisions crédibles sur ce qui va se passer au Moyen-Orient, à l'échelle régionale.

Par
Cinzia Nachira

De nombreux éléments d'incertitude persistent, tous découlant de l'agression israélienne contre Gaza, le Liban et la Syrie après la chute du régime de Bachar al-Assad.

En revanche, il est malheureusement trop facile, en s'en tenant aux faits sur le terrain, d'établir le bilan dramatique de cette longue et tragique période pour les Palestiniens, en premier lieu ceux de Gaza, mais aussi ceux de Cisjordanie.

L'offensive de l'extrême droite

Il ne fait aucun doute qu'un élément crucial, notamment depuis l'accord de trêve entré en vigueur le 19 janvier dernier, est l'existence de deux gouvernements d'extrême droite, en Israël comme chez son principal allié et complice dans cette guerre, les États-Unis. Bien entendu, ce constat ne signifie pas que des gouvernements moins extrémistes

n'auraient pas, eux aussi, cherché à « clore » la question palestinienne, en soutenant de facto les ambitions expansionnistes et coloniales d'Israël.

Cependant, l'entrée en vigueur de la trêve semble difficilement pouvoir ouvrir la voie à des négociations crédibles.

Certes, la mise en scène orchestrée par le Hamas à Gaza lors de la libération des otages vise à montrer que l'objectif premier affiché par

Netanyahou, « l'éradication du Hamas » dans la bande de Gaza, a échoué. Mais il ne faisait aucun doute, dès le 8 octobre 2023, que cet objectif était inatteignable.

Des vents contraires

La férocité de l'agression israélienne, y compris contre les pays voisins, a clairement démontré qu'Israël a voulu exploiter trois facteurs favorables.

Le premier est lié aux choix de l'administration Biden, et maintenant de celle de Trump II, auxquels s'ajout la montée de l'extrême droite et des courants réactionnaires dans de nombreux pays, qui favorisent les projets coloniaux israéliens.

Le deuxième facteur est la faiblesse du « front de la résistance », à savoir l'illusion que l'Iran et ses alliés (la Syrie de Bachar al-Assad, le Hezbollah libanais, les forces chiites en Irak et les Houthis yéménites) interviendraient plus activement en faveur des Palestiniens. En réalité, malgré leur implication limitée, Israël n'a pas hésité à porter un coup

fatal au Hezbollah, ce qui a accéléré la chute du régime fantoche d'Assad en Syrie. À cela s'ajoute une constante historique de la question palestinienne : l'hypocrisie des pays arabes, qui se contentent de déclarations grandiloquentes, sans conséquences réelles. Cela pourrait cependant changer avec la dernière idée de Trump : « transférer » (c'est-à-dire expulser) les Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, sous

prétexte de la reconstruction d'une bande de Gaza détruite à 85 %.

Le troisième élément est le rassemblement de la société israélienne autour du gouvernement après le 7 Octobre. Les manifestations massives qui secouaient Israël avant cette date pour s'opposer au tournant autoritaire de Netanyahou n'ont jamais remis en question la politique israélienne envers les Palestiniens. Après le 7 Octobre, les critiques à l'encontre du gouvernement se sont concentrées sur le sort des otages et, à l'exception d'une minorité courageuse, elles n'ont pas contesté les principaux axes de la propagande justifiant ce génocide.

Compte tenu de ces éléments, il est malheureusement probable qu'à l'expiration de la première phase de la trêve, la campagne militaire israélienne reprenne, impliquant cette fois-ci directement la Cisjordanie. Ce qui se passe ces derniers jours le confirme.

Dans ce contexte très sombre, deux éléments restent porteurs d'espoir : la détermination, démontrée une fois de plus, du peuple palestinien à ne pas abandonner sa terre, et la grande ampleur du soutien internationale à sa lutte.

Ces deux facteurs sont déterminants pour poursuivre une lutte indispensable, non seulement pour les Palestiniens, mais pour nous toutes. ■

Le 2 février 2025



Cinzia Nachira

Cinzia Nachira est militante de la IV^e Internationale en Italie, membre de la rédaction de *Rproject.it* et militante de longue date de la cause palestinienne.



Premiers jours de Trump au pouvoir : les États-Unis se dirigent-ils vers le fascisme ?

La courte victoire de Trump au vote populaire lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2024 a alimenté les spéculations sur une éventuelle dérive des États-Unis vers l'autoritarisme, voire le fascisme.

Par
Kay Mann

Bien qu'une discussion approfondie et une définition du fascisme dépassent le cadre de cet article, et que la présidence de Trump ne remonte qu'à une semaine à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'avalanche de décrets présidentiels déjà émis donne une indication de ce qui nous attend.

Comme prévu, la plupart de ces décrets – et ceux à venir – visent les immigrés, les personnes LGBTQI+, les femmes, les lois existantes en matière de protection de l'environnement, les communautés de couleur et les organisations syndicales et progressistes, tout en envoyant le message aux 1 % qu'ils pourront profiter de baisses d'impôts et d'une réduction des réglementations en matière de sécurité des travailleurs et de protection de l'environnement. Certains semblent avoir été conçus en partie pour tester la loyauté de ses alliés et les institutions de l'État, comme la grâce et les réductions de peine accordées à tous les insurgés du 6 Janvier, y compris ceux qui ont été condamnés pour des attaques violentes comme les policiers qui défendaient le Capitole.

Il est clair que Trump est un dirigeant de droite, un dictateur en puissance et qu'il a l'intention d'étendre le pouvoir présidentiel autant que possible. Mais l'orientation clairement autoritaire et d'extrême droite de Trump et de ses collaborateurs ne doit pas occulter les ruptures et les continuités opérées avec l'idéologie et les pratiques capitalistes contemporaines. En effet, la frontière

entre les politiques capitalistes conservatrices et le fascisme n'est pas toujours claire. L'hostilité de Trump à l'égard des protections et des directives relatives à l'environnement, aux droits du travail et des consommateurs, tout cela le place complètement dans le giron néolibéral du marché libre. En effet, dans les premières 24 heures de sa présidence, Trump a annulé des dizaines de réglementations, et les inspecteurs généraux, qui sont responsables de l'application des réglementations gouvernementales, ont été remplacés par des partisans de Trump. Tous les agents fédéraux chargés de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI) ont été mis en congé, prélude à la suppression de leurs postes et de leurs emplois.

Protectionniste ou libéral ?

Trump a retiré les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé et des accords de Paris sur le changement climatique et a donné le feu vert à l'intensification de la prospection pétrolière. Les attaques de Trump contre les immigrés et ses promesses de les expulser sont une caractéristique de son programme depuis sa première présidence, lorsqu'il a promis de construire un mur tout le long de la frontière américano-mexicaine pour dissuader l'immigration. Rappelons cependant que des traitements inhumains ont été infligés aux réfugiés par des gouvernements de droite et les sociaux-démocrates en Europe et ailleurs, et que le gouvernement d'Obama a expulsé plus d'immigrants que celui de son prédécesseur, le républicain conservateur George W. Bush.



Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, organisation sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université. Traduit par Antoine Larrache.

Dans le même temps, le protectionnisme proclamé haut et fort par Trump, et ses menaces d'imposer des droits de douane allant jusqu'à 25 % sur les produits importés du Mexique et de Chine, le placent en porte-à-faux avec le libre-échange néolibéral. Cette contradiction révèle un capitalisme agressif et sans concession à l'égard de ses alliés, longtemps considérés par les présidents américains et les deux partis de l'alternance comme des partenaires, mais devenus aujourd'hui des concurrents. Le protectionnisme, le nationalisme économique et le chauvinisme ont toujours été liés, mais la vision de Trump va beaucoup plus loin et vise à remodeler l'ordre capitaliste mondial pour favoriser encore plus les États-Unis. Cela explique également l'apparente contradiction entre le penchant isolationniste de Trump et ses menaces de recours à la force militaire, une nouvelle version de la *Realpolitik* (1).

Les présidents américains choisissent depuis longtemps des figures du capital financier et industriel comme conseillers et représentants, mais Trump s'est entouré d'une large cour de capitalistes ultra riches comme Elon Musk, Mark Zucker-

1) La *Realpolitik* est définie par le diplomate Henry Kissinger comme « la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national ».

berg, et Jeff Bezos, trois des personnes les plus riches du monde. Musk, l'homme le plus riche du monde, qui s'est récemment adressé au parti fasciste allemand AfD, déclarant qu'il était le « meilleur espoir » de l'Allemagne, dispose d'un rôle officiel. En tant que propriétaires de X et de Facebook, Musk et Zuckerberg contrôlent des pans entiers des médias sociaux et de l'information. Leur proximité avec l'homme le plus puissant du monde, aux tendances dictatoriales, a d'énormes conséquences antidémocratiques.

Un fasciste ?

Une grande partie du programme et des premiers pas de Trump dans cette présidence ressemble donc aux gouvernements classiques, qu'ils soient conservateurs ou même libéraux, avec des caractéristiques extrêmes. Peuvent-ils donc être considérés comme fascistes ? Tout d'abord, les régimes autoritaires fascistes et d'extrême droite étendent

considérablement la portée du pouvoir exécutif et suppriment les possibilités de contrôle de ce pouvoir, transformant les parlements en chambres d'enregistrement.

De même, ils cherchent à éliminer l'opposition juridique et politique. L'une des premières mesures prises par Trump a été de purger la fonction publique afin de s'assurer que le personnel gouvernemental est engagé en faveur de son programme. Bien qu'il

n'y ait aucun signe d'une volonté de Trump d'interdire le Parti démocrate d'opposition, les menaces de poursuivre et d'emprisonner les membres de la commission du 6 Janvier du Congrès, tous démocrates, pourraient constituer un premier pas dans cette direction. L'un des derniers actes officiels de Biden en tant que président a été d'accorder des grâces préventives à des personnes susceptibles d'être persécutées, pour les protéger de la colère de Trump. Cette mesure est sans précédent dans l'histoire politique des États-Unis.

Deuxièmement, les régimes fascistes suspendent ou réduisent fortement les droits civils et politiques, notamment la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion. Si les menaces de Trump à l'encontre de la presse et des journalistes critiques allaient au-delà des menaces

verbales actuelles, cela placerait également Trump dans le camp autoritaire/fasciste. La querelle entre Trump et l'ancien président de l'état-major interarmées, le général Mark Miley, est née du refus de ce dernier d'utiliser l'armée contre les manifestants pacifiques de Black Lives Matter. Si Trump devait recourir à la violence et à la répression de masse contre les manifestants, il ferait clairement un pas vers l'autoritarisme et le fascisme.

Un colosse aux pieds d'argile

Trump, capitaliste de second plan et star de la télé-réalité devenu 45^e président, deux fois poursuivi dans une procédure d'impeachment, inculpé et condamné, et finalement réélu, devenant le *caudillo* incontesté du parti républicain, peut sembler invincible.

Mais comme tous les dictateurs en puissance, Trump se révélera être un colosse aux pieds d'argile. Sa majorité au Congrès est très courte et, bien que la direction du Parti républicain lui ait pour l'essentiel fait allégeance, il reste des résistants indomptés, qui ralentiront son programme. On l'a vu lors du vote de confirmation du choix ultra-réactionnaire

de Trump pour le poste de secrétaire à la défense, Pete Hegseth. Trois républicains ont voté contre lui, ce qui a abouti à une égalité qui n'a été brisée que par la décision de Vance, le président de la Chambre. Si Trump a doté le système judiciaire fédéral, y compris la Cour suprême, de soutiens ultra-conservateurs, la Cour est loin d'être un organe d'approbation généralisée. Un juge fédéral conservateur nommé par Reagan a rejeté le *pronunciamento* de Trump mettant fin au droit du sol, le qualifiant de manifestement inconstitutionnel.

Bon nombre des partisans les plus fervents de Trump sont fermement opposés à l'avortement mais Trump, conscient du nombre de républicain-es favorables à l'avortement, essaie de jouer sur les deux tableaux en s'attribuant le mérite d'avoir annulé l'amendement Roe v. Wade (qui

Des milliers de manifestants ont participé à la Marche du peuple à Washington samedi. © Getty images /Christopher Furlong



permettait l'avortement dans tout le pays, NDLR), mais refuse de s'engager à interdire l'avortement au niveau fédéral, demandant plutôt que le droit à la reproduction soit décidé au niveau de l'État. Mais Trump ne pourra pas éluder la question longtemps et se heurtera inévitablement à l'opposition de l'un ou l'autre camp, si ce n'est des deux.

Le prix élevé des produits de première nécessité sous Biden a été l'une des principales raisons de la victoire de Trump. Lorsque le coût de la vie ne s'améliorera pas et sera aggravé par les tarifs douaniers de Trump, une grande partie de son soutien parmi les travailleur-ses et les électeur-trices des couches moyennes s'affaiblira. Un nombre alarmant de Latino-Américain-es et de Noir-es ont voté pour Trump en 2024. Les attaques contre l'IED et la discrimination positive, le renforcement de l'appareil carcéral et répressif de l'État finiront par faire apparaître ces contradictions.

Si Trump ne parvient pas à tenir ses promesses de prospérité générale, les élections législatives de mi-mandat prévues en novembre 2026 pourraient bien lui faire perdre sa majorité républicaine au Sénat et à la Chambre des représentants, ce qui porterait un coup à ses ambitions, mais l'inciterait, lui et ses conseillers, à agir rapidement.

En fin de compte, le trumpisme, le fascisme et le système capitaliste qui les rend possibles ne seront vaincus que par la mobilisation de masse et l'unité des travailleur-ses et des opprimé-es, indépendamment des partis démocrate et républicain. Alors que les élections semblent refléter le désespoir et la division parmi ces derniers, l'histoire récente de la lutte antiraciste de masse observée lors des manifestations du Black Lives Matter en 2020 et des luttes ouvrières impressionnantes menées par les travailleur-ses de l'automobile, les enseignant-es et d'autres, montrent la voie à suivre et soulignent le potentiel d'une riposte unie. ■

Le 26 janvier 2025



Un nid-de-poule au milieu de la route Le chemin des démocrates vers la défaite

Les Démocrates croyaient rouler sur une route tranquille vers la victoire, sans voir les écueils, et c'est ainsi qu'ils ont ouvert à Donald Trump et à la droite politique les portes de la Maison Blanche, du Sénat et de la Chambre des Représentants.

Par
Kim Moody

Si l'on s'en tient aux pourcentages, les Républicains ont obtenu un soutien majoritaire dans presque toutes les zones géographiques et dans de nombreuses catégories démographiques : urbaines, suburbaines, métropoles de taille moyenne, petites villes et zones rurales, blanches sans diplôme universitaire, hommes, les 18-29 ans, hommes noirs et latinos, et personnes qui gagnent moins de 50 000 dollars par an.

Les Démocrates ont conservé leur majorité parmi les femmes (54 %), les diplômés (54 %), les personnes qui gagnent entre 100 000 et 199 000 dollars et ils ont obtenu 51 % chez celles qui gagnent 200 000 dollars et plus, relevant à nouveau le revenu moyen des électeur-trices démocrates. Ils ont néanmoins perdu la majorité dans les banlieues, qui étaient le cœur de leur stratégie électorale, où le vote en leur faveur est passé de 54 % en 2020 à 48 % cette année (1).

Il ne s'agit pourtant pas d'un raz-de-marée pour Trump et les Républicains, mais plutôt d'une défaite des Démocrates. Trump

1) Toutes les statistiques et les résultats électoraux, y compris la comparaison avec 2020, sont tirés de CNN, AP VoteCast, NBC, *New York Times*, *Washington Post*, *The Guardian*, *Politico*, Bloomberg, *The Hill*, et/ou le Laboratoire électoral de l'Université de Floride, sauf autre référence explicite. J'ai utilisé les derniers chiffres des élections, mais ils peuvent ne pas refléter exactement les décomptes finaux.

a seulement gagné un peu plus de 3 millions de voix par rapport à 2020, soit un gain de moins de 2 %, à comparer à la chute de 8 % pour Harris. Trump a dépassé Harris de 2,8 millions de voix sur plus de 155 millions de votant-es, soit à nouveau moins de 2 %. Le secret de son succès repose en réalité sur la perte par les Démocrates de plus de 6 millions de voix par rapport à 2020, alors

“Le secret de son succès repose en réalité sur la perte par les Démocrates de plus de 6 millions de voix par rapport à 2020, alors même que le nombre d'électeur-trices inscrit-es a augmenté de 4 millions.”

même que le nombre d'électeur-trices inscrit-es a augmenté de 4 millions. Ce qui signifie que Kamala Harris a remporté 75,1 millions de suffrages en 2024, à comparer aux 81,3 millions de voix pour Joe Biden quatre ans plus tôt. Si les Démocrates avaient conservé ne serait-ce que la moitié de ces électeur-trices perdu-es, Harris aurait au moins remporté le vote en voix et très vraisemblablement assez d'États charnières pour accéder à la Maison Blanche.

L'ampleur de la perte de suffrages par les Démocrates est stupéfiante

L'équipe Harris/Walz a perdu les 7 États charnières qui ont conduit Trump à la Maison Blanche. En comparaison avec 2020, les suffrages recueillis par les Démocrates ont diminué dans 37 des 47 États où le dépouillement est terminé à l'heure où cet article est écrit.

Dans 24 de ces États, les Démocrates ont perdu plus de suffrages que les Républicains n'en ont gagnés. En Pennsylvanie, les Démocrates ont perdu 145 036 suffrages

alors que Trump n'en a gagné que 133 602. Dans le Michigan, la chute est de 61 000 suffrages dans le Comté de Wayne – une place forte habituelle des Démocrates, avec Detroit (population en majorité noire)



Kim Moody

Kim Moody est membre fondateur de *Labor Notes* et l'auteur de plusieurs ouvrages sur le travail et la politique. Il est actuellement chercheur invité à l'Université de Westminster, à Londres, et membre du University and College Union ainsi que du National Union of Journalists. Son dernier livre s'intitule *Breaking the Impasse: Electoral Politics, Mass Action & the New Socialist Movement in the United States* (Haymarket Books). Parmi ses ouvrages précédents, on trouve *On New Terrain: How Capital Is Reshaping the Battleground of Class War*; *An Injury to All: The Decline of American Unionism*; *Workers in a Lean World*, *Unions in the International Economy*, et *U.S. Labor in Trouble and Transition*. Cet article a été publié dans *Against the Current* n°234, janvier-février 2024, et traduit par François Coustal.

La défaite des démocrates

et Dearborn (importante population arabe) –, ce qui représente la majorité des 80 000 suffrages démocrates perdus dans l'État, ainsi perdu par Harris. Dans le cas de Dearborn, c'est le soutien inébranlable de l'Administration Biden à la guerre génocidaire d'Israël à Gaza qui a coûté à Harris des milliers de suffrages arabes-américains.

L'effondrement du soutien aux Démocrates est souligné par la diminution des suffrages en faveur des Démocrates dans 81 % de l'ensemble des comtés des États-Unis. Même dans l'État de New York, jusque-là un État « bleu », les Démocrates ont perdu 831 252 voix par rapport à 2020, alors que Trump n'en a gagné que 219 000. Le pourcentage de suffrages démocrates est passé de 60,9 % (en 2020) à 55,9 % (en 2024). Ce pourcentage a également chuté à New York City où Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) a dû constater que dans sa propre circonscription le pourcentage de voix pour Trump était passé de 22 % en 2020 à 33 % cette année, une partie de ses propres électeur-trices ayant voté pour Trump (2).

Au niveau national, le vote noir en faveur des Démocrates a continué à diminuer à 86 ou 87 % cette année alors qu'il atteignait 95 % en 2012. Mais le plus grand choc a sans doute été la chute du vote latino pour les Démocrates qui est passé de 65 à 53 %, alors qu'il était de 69 % en 2012.

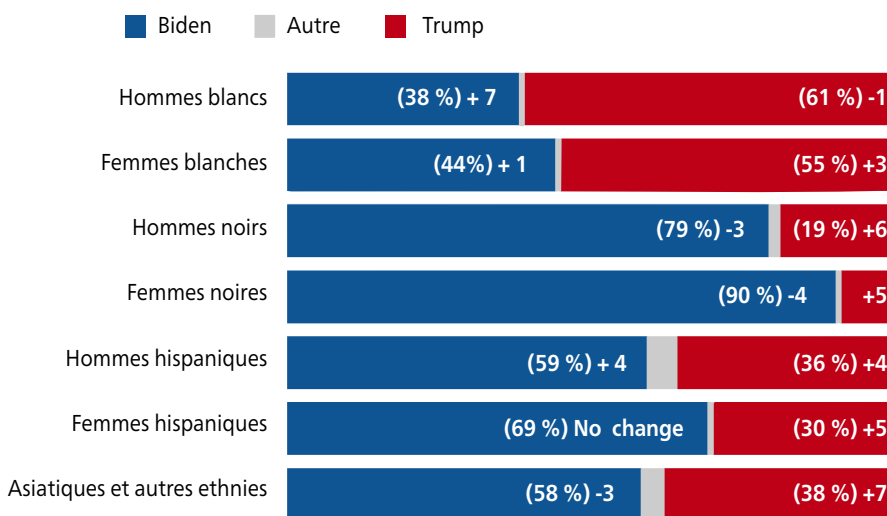
La participation des Noirs et des Latinos a également diminué en proportion de l'ensemble des électeur-trices. En dépit du caractère central du thème du droit à l'avortement dans la campagne Harris/Walz, le pourcentage des femmes

qui ont voté démocrate est tombé de 57 % en 2020 à 53 % cette année. Les Démocrates ont même réussi à faire mentir l'une des lois fondamentales des élections américaines : neuf fois sur dix, le candidat qui dépense le plus l'emporte. Lors du cycle électoral 2023-2024, Harris a battu des records en matière de collecte de fonds, sa campagne ayant coûté 1 167 194 124 dollars contre 622 633 035 dollars pour celle de Trump, alors que, selon le site *OpenSecrets.org*, les financements externes (3) républicains ont à peine surpassé ceux des Démocrates : 975 826 757 dollars contre 843 053 718. Oui, avec 15 901 068 285 dollars – les décomptes

“Ce sont essentiellement des membres de la classe ouvrière et des gens aux revenus moyens qui ont déserté ce qui était autrefois le « parti du peuple ».”

Le soutien à Trump augmente parmi les minorités

Le vote en fonction de l'appartenance ethnique, d'après les sondages de sortie des urnes, avec les changements par rapport à 2016*.



Taille de l'échantillon : 15 285 sondés. Tous les chiffres sont assortis d'une marge d'erreur. *Changement indiqué pour les candidat-es démocrates et républicains uniquement. En 2016, d'autres candidat-es ont obtenu une part faible mais significative des voix.

Source: Edison Research/NEP via Reuters

BBC

ne sont pas encore achevés – cette élection a été encore plus coûteuse que celle de 2020, qui battait déjà des records.

Avec un électorat polarisé comme aujourd'hui et un avenir menaçant, on voit bien qu'il faut plus que des dollars pour attirer les gens vers les urnes quand les candidats ne parlent pas de ce que les gens ressentent.

Le parti du statu quo

Le racisme et le sexisme ont clairement travaillé contre Harris, par la nature même de la campagne de Trump. Et il ne fait aucun doute que certains Démocrates ne voulaient pas d'une femme noire à la Maison Blanche. Cependant, étant donné l'ampleur des votes passés pour Obama ou Hillary Clinton au sein des secteurs démocrates traditionnels – les deux ayant remporté une majorité du vote populaire – il est peu probable que les problématiques de race et de genre suffisent à expliquer l'ampleur de la baisse de la participation des électeur-trices démocrates.

Le message économique de la campagne démocrate, pour autant qu'il y en ait eu un, est resté carrément au centre,

en défense du statu quo, consistant essentiellement en soutien au bilan de Biden. Les sondages « sortie des urnes » nous apprennent qu'une large majorité des électeur-trices démocrates approuvent les résultats économiques de Biden, mais le sondage n'était pas représentatif, ceux qui ont répondu au sondage faisaient partie des électeur-trices les plus aisés (voir plus loin). Et parmi l'ensemble des électeur-trices, 67 % ont qualifié l'état de l'économie nationale de « pas très bon / mauvais ».

Conformément à une tendance de long terme, les Démocrates font mieux parmi ceux qui gagnent le plus, mais pas assez pour remporter globalement les banlieues (résidentielles). Ce sont essentiellement des travailleur-ses et des gens aux revenus moyens qui ont déserté ce qui était autrefois le « parti du peuple », soit en votant Républicain soit, plus souvent cette année, en omettant de poster leur vote par correspondance, soit en restant à la maison le jour du scrutin.

2) Michele Norris, « Split ticket voters offer some bracing lessons for the Democratic Party », *MSNBC*, 12 novembre 2024.

3) Les financements externes (*outside money*) désignent l'argent dépensé par des groupes externes à la campagne officielle d'un candidat, comme des Political Action Committees (PAC) et des Super PAC. Ces groupes peuvent collecter et dépenser des sommes importantes pour soutenir un candidat ou s'opposer à ses adversaires, sans être directement coordonnés avec les campagnes officielles.



Alors qu'en 2020 Biden a dominé Trump, par 57 % contre 42 %, chez les électeur-trices qui gagnent entre 50 000 et 99 999 dollars, ce qui englobe la majorité de la classe ouvrière en activité, en 2024 Harris a perdu dans cette catégorie par 47 % contre 49 %, une chute de 10 points pour un gain de 7 points en faveur de Trump. En outre, la participation de cette catégorie aux revenus moyens est passée de 39 % du total des votants en 2020 à 32 % en 2024.

La fuite des classes populaires

Cela explique en grande partie la chute du nombre de votants pour les Démocrates : principalement les ouvrier-es et les travailleur-ses aux revenus moyens, quelle que soit leur race ou origine. Étant donné que les propriétaires de petites entreprises (qui se retrouvent également dans cette tranche de revenus) votent de manière disproportionnée en faveur des Républicains, cela signifie que la majorité des électeur-trices qui ont fait défaut aux Démocrates étaient des ouvrier-es démocrates.

Ce constat est renforcé cette année par la chute du nombre de suffrages des ménages démocrates (de 56 à 54 %) et la diminution de ceux-ci en proportion du nombre total des votants (de 20 à 19 %). Dans l'ensemble, l'électorat et la base électorale du vote démocrate étaient plus blancs et plus prospères en 2024, puisque ceux qui ont un revenu supérieur à 100 000 dollars – une catégorie où les Démocrates ont remporté la majorité – sont passés de 26 % du total des votants en 2020 à un impressionnant pourcentage de 40 % en 2024, selon les sondages « sortie des urnes » de CNN. Il est clair qu'il y a eu une désertion massive, par protes-

tation ou dégoût, des travailleur-ses du pays qui connaissent des difficultés économiques, plutôt qu'une ruée vers la droite.

Le message modéré de la campagne de Harris et ses efforts pour justifier la politique économique de Biden auprès de la classe ouvrière ont totalement échoué. Ils sont entrés dans la compétition comme le parti du statu quo alors que beaucoup d'électeurs potentiels étaient en colère et voulaient du « changement », en particulier pour ce qui concerne le coût de la vie. Cette préoccupation était déjà visible dans l'enquête publiée par Pew Research en septembre 2023 qui indiquait que les opinions favorables au Parti démocrate étaient passées de 60 % au début des années 2000 à 37 % en 2023, alors que les opinions défavorables étaient montées à 60,3 % (4).

En effet, seulement 33 % des électeur-trices enregistré-es s'identifiaient comme Démocrates en 2023 alors qu'ils étaient entre 37 et 40 % une décennie plus tôt (5). Les discours de Biden remplis de « bonnes vibrations » et son programme de grandes dépenses étaient inaudibles parce qu'ils ne correspondaient pas aux préoccupations de la classe ouvrière (voir plus bas). Le message « sombre » de Trump présentant une nation en difficulté a davantage résonné, et pour une raison simple : la progression de l'inflation a certes ralenti, mais cela n'a pas compensé l'augmentation du coût de la vie accumulée pendant les quatre dernières années, particulièrement pour ce qui compte beaucoup pour les gens aux revenus faibles et moyens, la nourriture, l'essence, les loyers, etc. En réalité, les revenus hebdomadaires des salarié-es qui travaillent dans la production et n'exercent pas des fonctions d'encadrement ont stagné depuis 2022 (6).

L'héritage du néolibéralisme du Parti démocrate

Plus fondamentalement, et les politiciens démocrates refusent encore plus de le voir, il y a un glissement tectonique dans

la vie de ces travailleur-ses qui fabriquent et transforment la production matérielle de la nation. Ce glissement s'est accompagné de la transformation du Parti démocrate d'un parti défendant au moins des réformes modestes, durant le bouleversement de l'ère des droits civiques, à celui d'un parti de l'austérité néolibérale, de Carter à Obama. Au cours de ces années, les Démocrates ont consciemment pris leurs distances avec les syndicats, mis à l'ordre du jour la réforme des lois sur le travail, coupé quasiment toutes les aides aux municipalités, tout en promouvant le libre-échange, la dérégulation, la réforme de l'État-providence, l'incarcération de masse, etc.

Aux États-Unis, le néolibéralisme a été annoncé par la « politique économique de l'offre » et la dérégulation des transports sous Carter, avant même la « Révolution Reagan ». Les politiques néolibérales qui ont miné les condi-

tions d'existence de la classe ouvrière ont été conçues et mise en œuvre par les *think tanks* du Parti Démocrate, ses dirigeants et ses politiciens qui ont régné pendant 20 des 32 années qui ont suivi la période de domination républicaine reaganienne.

C'est une longue période déclenchée par la crise de stagflation (7) des années 70 qui, aux États-Unis, a été caractérisée d'un côté par la montée simultanée et combinée de la mondialisation (mouvement des investissements directs vers l'étranger et libre-échange), dérégulation, désindustrialisation et déclin du mouvement syndical et, de l'autre côté, par l'organisation politique du grand capital au sein de la *Business Roundtable* (8), l'essor des comités d'action politique (PAC) d'entreprise et de l'influence de l'argent des grandes fortunes dans le cadre électoral et la refonte du Parti démocrate.

Ce dernier changement représente non seulement une rupture avec l'ancienne coalition électorale du New Deal, composée de libéraux du Nord, de syndicats, de *political machines* (9) et de ségrégationnistes du Sud, mais également la transformation de certains niveaux des *political machines*, des clubs locaux du parti, des syndicats et des

“ Le message modéré de la campagne de Harris et ses efforts pour justifier la politique économique de Biden auprès de la classe ouvrière ont totalement échoué. Beaucoup d'électeurs potentiels étaient en colère et voulaient du « changement », en particulier pour ce qui concerne le coût de la vie. ”

4) Pew Research Center, *Americans' Dismal View of the Nation's Politics*, 19 septembre 2023.

5) Pew Research Center, *The partisanship and ideology of American Voters*, 9 avril 2024.

6) « BLS, TED: The Economic Daily », 17 février 2023 ; *Real Earnings News Release*, 13 novembre 2024.

7) La stagflation est une situation économique caractérisée par une combinaison inhabituelle de croissance économique stagnante, d'un taux de chômage élevé et d'une inflation persistante.

8) La *Business Roundtable* est une organisation américaine regroupant des PDG des plus grandes entreprises, fondée en 1972 pour influencer les politiques publiques favorables à l'économie et à l'emploi. Elle traite de sujets comme la fiscalité, la régulation et la gouvernance.

9) Les « machines politiques » (*political machines*) sont des organisations très hiérarchisées et construites par des processus clientélistes, qui ont joué un rôle important dans le soutien aux Démocrates.



Le 27 janvier 2019, Kamala Harris a tenu son meeting de lancement de campagne pour l'élection présidentielle de 2020. Selon les estimations, plus de 20 000 personnes sont venues assister à l'événement. Les files d'attente pour entrer sur la place s'étendaient sur plusieurs pâtés de maisons. © Bastian Greshake Tzovaras from Berkeley, CA, USA - counter campaign, CC BY-SA 2.0

comités de comté en coquilles vides fortement hiérarchisées et dominées par des institutions de plus en plus riches et professionnalisées (DNC, DCCC, DSCC, caucus du Parti, partis professionnalisés au niveau des États, réseaux de donateurs, consultant-es).

Cette hiérarchie de pouvoirs et d'argent organisés qu'est aujourd'hui le Parti Démocrate flotte bien au-dessus d'un électorat désorganisé et, dans ce parti structuré du haut vers le bas, elle est toujours plus dépendante des milieux d'affaires et des riches donateurs. Que l'on parle de réalignement, de désalignement ou d'un mauvais alignement, la base électorale du parti est un patchwork changeant et incompatible de fractions de classes de plus en plus prospères. Diverses fractions du capital fournissent un ciment financier sélectif, à chaque cycle électoral, à ce regroupement sans cohérence organisationnelle.

Pour la majorité de la classe ouvrière, la période néolibérale a été une catastrophe

Le processus de désindustrialisation de la « ceinture de rouille » (10), de la Pennsylvanie jusqu'au Middle West, a été largement documenté depuis que Bluestone et Harrison ont écrit *La désindustrialisation de l'Amérique* en 1982 (11). La vague actuelle des dirigeants démocrates ne semble toutefois pas en avoir pris conscience, à l'exception de Chuck Schumer qui affirmait que « pour chaque col bleu démocrate que nous perdons en Pennsylvanie occidentale, nous allons récupérer deux républicains modérés dans les banlieues de Philadelphie ». Pas tout à fait, Chuck !

L'attention sur les conséquences de la désindustrialisation s'est souvent portée sur le sort des ouvrier-es blanc-hes des mines, des aciéries et des villes industrielles de la « ceinture de rouille », qui sont devenus les célèbres « démocrates de Reagan ». Le fait est que ce changement industriel bien connu a frappé les ouvrier-es noir-es tout autant, voire plus durement, dans les centres industriels dévastés des centres urbains tels que Detroit, Flint, Gary, Chicago, Pittsburgh et Saint-Louis, et dans de nombreuses villes plus petites.

Cependant, pour ces travailleur-ses « de couleur », devenir des « démocrates de Reagan » était impensable. Il a fallu le discours radical et protectionniste de Trump pour qu'un nombre significatif d'entre eux passent du camp démocrate à celui des Républicains, tandis que bien d'autres rejoignaient les 40 % et plus des électeur-trices qui ne votent pas.

Partout où le trio des politiques néolibérales de la « Troisième voie », des dynamiques de la mondialisation et de la désindustrialisation ont frappé, elles ont bouleversé et sapé des communautés ouvrières vieilles de plusieurs décennies, des cultures et des idées de solidarité fondées sur les syndicats qui avaient conduit ces communautés à continuer à voter démocrate. Une étude récente des villes de l'acier de Pennsylvanie par Lainey Newman et Theda Skocpol montre comment le déclin des organisations de la classe ouvrière, à commencer par les syndicats, a conduit les travailleur-ses blanc-hes à se tourner vers la droite à mesure que les communautés s'érodaient, que les syndicats déclinaient et que cette vieille culture était sapée (12).

L'expérience du déclassement

La génération arrivée après les pertes d'emploi des ouvriers de l'industrie a été reléguée dans des emplois du secteur des services, sans syndicats, parfois précaires ou en sous-traitance, toujours mal payés. Ce n'est que récemment que l'on a constaté un début d'organisation dans ces emplois et la reconstruction d'une culture de solidarité prendra du temps.

Ce n'est pas seulement que les « bons emplois » ont disparu et que les salaires stagnent. Comme le montre une étude réalisée par le *New York Times*, une partie considérable de la main-d'œuvre américaine en activité a vu son revenu tomber en dessous de la moyenne globale alors qu'ils étaient des millions à la dépasser. Les revenus relatifs des ouvriers de la production ont chuté particulièrement vite dans le Sud-Est et sont tombés en dessous de la moyenne nationale dans le Midwest, deux régions clés des partisans de Trump et de l'abstention lors de la dernière élection, à la suite de la grande récession des années 2008-2010 (13).

Les victimes de ce déclassement ne connaissent peut-être pas les statistiques, mais elles ont pu le constater concrètement, en ressentir les effets et l'interpréter, pas tout à fait à tort, comme un mépris de la part des élites du Parti Démocrate. Ce bouleversement, bien souvent négligé, du bien-être et du statut économique, qui s'est produit largement au cours des mandats démocrates, est certainement l'une des raisons pour lesquelles beaucoup de travailleur-ses blancs ont baissé les bras ou sont devenus Républicain-es, et pour lesquelles de plus en plus de travailleur-ses noirs ou latinos n'ont pas voté pour Harris le 5 novembre. Ce ne sont pas les travailleur-ses qui ont abandonné le Parti démocrate, mais ce parti qui les a rejeté-es, depuis des décennies.

10) La *rust belt* est une région des États-Unis qui a été historiquement un centre majeur de l'industrie manufacturière et lourde, mais qui a connu un déclin économique significatif à partir de la seconde moitié du 19^e siècle. En font partie l'Ohio, le Michigan, la Pennsylvanie, l'Indiana, l'Illinois, et le Wisconsin.

11) Se reporter à *OpenSecrets.org* pour les derniers chiffres. Barry Bluestone et Bennett Harrison, *The Deindustrialization of America: Plant Closings, Community Abandonment, and the Dismantling of Basic Industry*, Basic Books, 1982.

12) Lainey Newman et Theda Skocpol, *Rust Belt Blues: Why Working Class Voters Are Turning Away from the Democratic Party*, New York: Columbia University Press, 2023.

13) Emily Badger, Robert Gebeloff, and Atish Bhatia, "They Used to Be Ahead in the American Economy. Now They've Fallen Behind", *New York Times*, 26 octobre 2024.



Le néolibéralisme s’effondre et les démocrates n’ont que des vieilles solutions

L’administration Biden et les 117^e et 118^e sessions du Congrès (2021-2023 et 2023-2025) ont subi de plein fouet la crise de l’ordre néolibéral et ont été confrontées à la tâche de régénérer une économie en transition vers une nouvelle phase, largement inconnue, du capitalisme globalisé. Une phase aggravée par la pandémie mondiale et une intensification du changement climatique.

Les Démocrates ont naturellement appelé l’État à l’aide, parce que c’est leur terrain et qu’il n’y avait rien d’autre vers quoi se tourner. Mais plutôt qu’augmenter le salaire minimum, construire des logements bon marché, généraliser le système de santé gratuite, faire adopter le PRO Act et financer suffisamment le NLRB (14), imposer les richesses et les revenus excessifs, pérenniser les indemnités individuelles pour le Covid initiées par Trump, ou satisfaire d’autres exigences populaires, ils ont obéi aux ordres de ceux qui les financent et à leur propre confiance dans le système pour sauver le capitalisme étatsunien en rémunérant le capital et en protégeant les actifs privés, ce qu’aucun

mouvement social ni aucun secteur de l’opinion publique n’avait réclamé.

Confrontés à une période de faibles investissements et de volatilité du taux de profit, les experts et les politiciens démocrates ont fouillé dans les débats des *think tanks* des années 1980 et 1990 et en ont déterrés les « politiques industrielles ». Dans ces « politiques industrielles », le gouvernement choisit « des gagnants et des perdants » pour favoriser la croissance des secteurs stratégiques ou compétitifs en les rendant rentables aux frais de l’État. Reagan avait bien mis en place une commission pour étudier les « politiques industrielles », mais il en avait ignoré les recommandations (15). Bill Clinton avait

brièvement flirté avec les « politiques industrielles » avant de mener la charge néolibérale (16).

Les « politiques industrielles »

Pour certains à gauche, les « politiques industrielles » constituent une approche progressiste, voire social-démocrate. Mais cela n’a jamais été qu’un moyen encourageant, d’en haut, le capital à investir là où les dirigeants l’estimaient

nécessaire, grâce aux fonds publics. Alors qu’il y avait théoriquement des conditions pour obtenir ces financements, en réalité ils étaient versés sans menacer ni restreindre les droits de la direction, les dividendes des investisseurs ou le caractère sacré de la propriété privée.

Les quelque deux mille milliards d’allègements fiscaux, subventions, prêts et autres incitations qui sont au cœur des trois principales lois de Biden – CHIPS (17), Infrastructure, Inflation Reduction –, étalés sur 10 ans, créeront peut-être des emplois si les employeurs mordent à l’hameçon. Mais il est rarement exigé des conditions spécifiques pour ceux qui obtiendront ces emplois.

De plus, comme le note une analyse du décret Inflation Reduction par *American Prospect* : « il reste des défis à relever pour garantir que les fonds ne soient pas détournés par des intermédiaires... » (18). Mais, étant donné l’utilisation massive de la sous-traitance dans la production et la construction, c’est quasiment inévitable. De manière ironique, en dépit du nom de

« Réduction de l’inflation » du décret, le flux d’argent public – sans contrôle des prix – vers les énergies non-fossiles a en réalité gonflé le prix des énergies renouvelables (19).

En outre, cette version des « politiques industrielles » a été conçue et présentée avec comme justification la sécurité nationale et la compétition internationale, et non la défense de la classe ouvrière face à la crise. Les mesures de relance des « politiques industrielles » ne sont donc guère plus qu’une aide au capital dans un monde en crise, avec un effet de ruissellement supposé sur l’emploi, étalé dans le temps et largement invisible pour les masses.

Parler au peuple ou lui tourner le dos

De son côté, Trump a décrit un pays qui fait face à de multiples problèmes et a promis des solutions très visibles et rapidement mises en œuvre : des barrières douanières, des murs aux frontières, l’expulsion des immigrés ; autant d’actions concrètes qui promettent de ramener les emplois et qui, pour beaucoup de gens, semblent répondre de façon instantanée aux problèmes auxquels leurs communautés et eux-mêmes sont confrontés.

Il ne fait aucun doute que le racisme sous-jacent a renforcé ce point de vue, mais il a été de plus en plus repris par les travailleur-ses noir-es et latinos dont les communautés ont encore plus subi le néolibéralisme des Démocrates. Ce tournant vers des solutions réactionnaires et racistes est la conséquence et la responsabilité de la direction des Démocrates et de l’incapacité des institutions à offrir des solutions tangibles et progressistes.

Les Démocrates ont refusé d’entendre l’opinion publique et les revendications des mouvements sociaux, ils ont ignoré les appels de la gauche à mener une campagne « populiste » à la Bernie Sanders – attaquer les directions des multinationales ; réellement imposer les riches ; mettre en œuvre le PRO Act ; augmenter le salaire minimum ; mettre en place l’aide médicale pour tous ; contrôler les loyers, etc.

Certains petits candidats développent régulièrement un langage « populiste » contre les multinationales pendant les campagnes électorales, ça a été le cas cette année. Mais la direction actuelle du Parti Démocrate, ses sphères dirigeantes, ses institutions et la grande majorité de ses élu-es et de ses candidat-es ne peuvent pas menacer de mordre la main de leurs riches

“ Pour certains à gauche, les « politiques industrielles » constituent une approche progressiste, voire social-démocrate. Mais cela n’a jamais été qu’un moyen encourageant, d’en haut, le capital à investir là où les dirigeants l’estimaient nécessaire, grâce aux fonds publics. ”

14) Le PRO, Protecting the Right to Organize Act, est un projet de loi visant à renforcer les droits des travailleur-ses à se syndiquer et à négocier collectivement. Le NLRB, National Labor Relations Board, est une agence fédérale dont le rôle est d’encadrer et de faire respecter les lois sur les relations de travail.

15) Bennet Harrison and Barry Bluestone, *The Great U-Turn: Corporate Restructuring and the Polarizing of America*, Basic Books, 1988 : 182-184.

16) Nelson Lichtenstein and Judith Stein, *A Fabulous Failure: The Clinton Presidency and the Transformation of American Capitalism*, Princeton: Princeton University Press, 2023 : 30-66.

17) Le CHIPS Act (Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors for America Act) est une loi américaine adoptée en août 2022, dans le but de renforcer la production nationale de semi-conducteurs et de stimuler l’innovation technologique aux États-Unis.

18) David Dayen, “the Inflation Reduction Act at Two”, *American Prospect*, 16 août 2024.

19) Paul Debbar, “How the Inflation Reduction Act made renewables inflation worse”, *The Hill*, 12 juillet 2024.

et puissants bienfaiteurs en imposant de lourds impôts et des augmentations de salaires. Et encore moins présenter un candidat socialiste, même un réformiste comme Bernie, à l'élection présidentielle.

De même qu'ils ne peuvent menacer d'imposer sérieusement ces mêmes employeurs à qui leurs « politiques industrielles » et leurs programmes climatiques ont offert des milliards de dollars en baisses d'impôts, incitations financières et subventions. Ils mènent une campagne centriste parce que, aussi « à gauche » qu'ils paraissent sur certaines questions sociales, eux et leurs mécènes se situent au mieux au centre de l'échiquier politique, par conviction comme par nécessité financière : la nécessité de maintenir en place les structures de pouvoir dans le parti, de financer leurs campagnes – maintenir ce système qui les fait vivre, avec un système électoral entièrement dominé par l'argent.

Et maintenant, quel avenir pour la gauche ?

Comme le parti lui-même, l'effort pour construire au sein du Parti Démocrate une gauche authentiquement progressiste en renversant la direction en place et en poussant le parti dans une direction progressiste a perdu de son élan, et s'est arrêté en 2024. La stratégie de transformation du parti en présentant des candidats aux primaires contre des Démocrates modérés a commencé avec la tentative de Bernie Sanders en 2016 pour l'investiture présidentielle. Elle s'est accélérée en 2018 avec l'élection de la « squad » à la Chambre des représentants (20) et l'émergence de Démocrates pour la Justice et de Notre Révolution (21), qui ont dynamisé la contestation à gauche

pendant les primaires. Mais cette dynamique a déraillé.

En 2022 Sanders, Notre Révolution et Démocrates pour la Justice ont soutenu 23 candidat-es à la Chambre des Représentants. Sur les 15 qui concouraient pour des sièges où le sortant ne se représentait pas, neuf l'ont emporté ; mais une seule l'a emporté parmi les 8 qui concouraient contre des sortants modérés. Celle-ci, Jamie McLeod Skinner, a perdu lors du véritable scrutin. Au total, en 2022, les progressistes de gauche n'ont réalisé que quatre gains nets – aucun par une contestation directe.

La déchéance de la « squad »

En 2024, les choses ont empiré. Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) et les autres ont rallié la campagne de Biden puis de Harris et il n'y a eu aucun candidat de gauche lors de primaire pour l'élection présidentielle. Sanders, Notre Révolution et Démocrates pour la Justice n'ont soutenu que 16 candidats à la Chambre des Représentants, dont 12 étaient des élu-es sortant-es dans des circonscriptions sûres pour le Parti Démocrate, alors que 4 concouraient pour des sièges sans candidat sortant. Aucun n'affrontait un sortant démocrate.

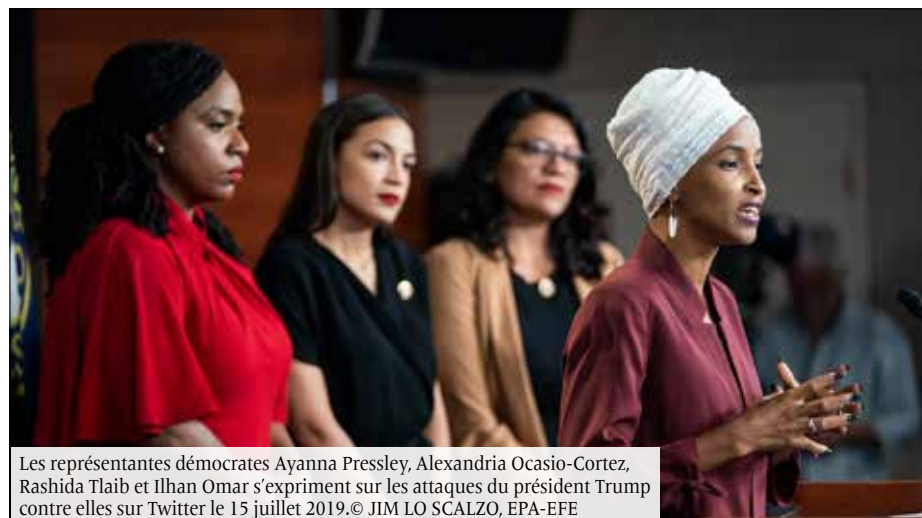
Pour rendre les choses encore pires, les recrues sortantes de la *squad* Jamaal Bowman et Cori Bush ont perdu leurs sièges, alors le lobby sioniste American Israel Public Affairs Committee a injecté des millions de dollars dans leurs campagnes et que la direction du Parti est restée silencieuse malgré les appels des militants. Alors

qu'il y avait eu 7 membres des Democratic Socialists of America (DSA) au Congrès, ils ne sont maintenant plus que 3, parce que les autres ont perdu leur siège ou ont quitté l'organisation. AOC qui fut autrefois la voix publique officielle de la rébellion interne au Parti a glissé vers le courant dominant au point de voter récemment en faveur d'une résolution de

la Chambre des représentants qui affirme que l'antisémitisme est un antisémitisme, en reprenant la définition de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance / Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste). Cette stratégie est certainement enterrée dans les décombres du vote du parti de cette année (22).

Bien sûr il y a encore au Congrès des voix dissidentes sur la Palestine comme Rashida Tlaib, Ilhan Omar et d'autres, et certain-es représentant-es qui mettent en avant des réformes « réalistes », mais les rêves d'un Green New Deal, de l'aide médicale pour tous, d'aides pour les communautés sinistrées, de la construction massive de logements ou de toute autre réforme globale qui pourrait bénéficier à la classe ouvrière sont morts avec la stratégie de « perméabilité » de la gauche. L'idée de construire une organisation de masse électorale ou un « parti de substitution » en utilisant la démarche électorale démocrate, autrefois présentée comme le chemin vers le pouvoir de la gauche socialiste, n'a jamais quitté le morceau de papier sur lequel elle était écrite.

Il est quasiment certain que la pression des dirigeants du parti pour une évolution encore plus à droite va augmenter avec l'arrivée à la Maison Blanche de Trump et sa bande d'extrémistes et de milliardaires.



Les représentantes démocrates Ayanna Pressley, Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib et Ilhan Omar s'expriment sur les attaques du président Trump contre elles sur Twitter le 15 juillet 2019. © JIM LO SCALZO, EPA-EFE

“L'effort pour construire au sein du Parti démocrate une gauche authentiquement progressiste s'est arrêté en 2024.”

20) La « squad » désigne un groupe informel de jeunes élu-es progressistes, comme Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib, qui s'est ensuite élargi.

21) Justice Democrats a été créée en 2017 par d'anciens membres de la campagne de Bernie Sanders en 2016. Elle a présenté des candidat-es aux primaires face aux candidat-es modérés du Parti démocrate. Alexandria Ocasio-Cortez en fait partie. Our Revolution a été fondée en 2016 après la campagne de Sanders, avec des positions similaires, mais davantage à la base du parti.

22) Pour plus de détails, lire Kim Moody, « La fête est finie – La crise de l'électoralisme de gauche », *Inprecor*, hiver 2024 ; Kim Moody, « AOC's Journey to the Center », *Against The Current* 228, janvier-février 2024 ; Kim Moody, « Stuck in the Mud, Sinking to the Right: 2022 Midterm Elections », *Against The Current* 223, mars-avril 2023.



Dossier – États-Unis

Les Démocrates vont se battre entre eux – regardez l'actuelle course à la direction du Comité national démocrate – et tenter de collecter encore plus d'argent pour maintenir le pouvoir de leur tour branlante. Ils vont essayer de recruter des candidat-es de plus en plus modérés pour se présenter au Congrès lors des élections intermédiaires de 2026 dans l'espoir de contrecarrer les actions les plus extrêmes de Trump.

La résistance à Trump devra venir d'ailleurs

À l'heure actuelle, nous ne savons pas exactement comment l'administration Trump va mettre en œuvre ses politiques, marquées par le nationalisme blanc, mais la scène politique va se déplacer de Washington vers les rues des États-Unis où ses troupes d'assaut et les forces armées vont chercher à encercler les migrant-es, à écraser les protestations, à établir la peur et, au nom de l'ordre, transformer les rues du pays en champs de bataille.

En même temps, l'augmentation des tarifs douaniers va créer davantage d'inflation et raviver la crise du coût de la vie tandis que ses plans pour supprimer des milliers de postes de fonctionnaires ne peuvent que mettre en difficulté les fonctions gouvernementales, et que ses violents efforts pour déporter massivement les immigré-es vont percuter les communautés « de couleur » et la société civile de bien des façons.

L'espoir que le capital contrecarre tout cela s'est évanoui lors de la ruée des chefs d'entreprise et des milliardaires venus faire allégeance à la nouvelle administration et à son leader vindicatif, avant même qu'il ne soit au pouvoir. Pour ne pas se laisser distancer par ses collègues ploutocrates, Jeff Bezos d'Amazon a baisé l'anneau par une donation d'un million de dollars pour la cérémonie d'investiture de Trump.

Le chemin de la gauche

Cela signifie que les tâches de la gauche

23) Il y a une certaine ironie dans le fait que les « élu-es DSA » au Congrès ont levé des millions pour mener des campagnes institutionnelles, alors que DSA elle-même est perpétuellement à court d'argent.

24) L'effet « spoiler » est le risque que la présence d'un candidat de gauche divise les voix opposées aux Républicains et fasse perdre le ou la candidat-e démocrate.

25) La campagne d'Osborn était soutenue par les syndicats, mais elle a collecté beaucoup d'argent auprès de diverses sources, la plupart provenant de l'extérieur de l'État, et moins de la moitié grâce à de petits dons de 200 \$ ou moins – plus de 6 millions de dollars au total selon *OpenSecrets.org*.

ne peuvent pas être une nouvelle tentative de faire des Démocrates autre chose que ce qu'ils sont, avec pour conséquence de se noyer parmi eux, mais en mobilisant pour contrer les tentatives de Trump de mettre en œuvre sa politique concrète. Il faudra plus qu'une manifestation routinière et ponctuelle de protestation.

En regardant depuis l'Angleterre, j'ai été impressionné par la manière dont des dizaines de milliers de militant-es britanniques et de citoyen-nés ont envahi les rues et les centres-villes pour combattre les émeutes de l'extrême droite raciste à l'échelle nationale l'été dernier et les ont chassés des rues, ce que la police ne pouvait pas faire.

Au cours de l'administration Obama, j'ai également trouvé très inspirant que de jeunes immigré-es sans papiers, les « rêveurs », se soient assis devant les bus fédéraux pour empêcher la déportation. C'est ce genre d'actions qui doivent être au centre du travail de la gauche, à une échelle permanente et de masse, pour défendre les immigré-es, les cliniques qui pratiquent l'avortement, les syndicats pendant les grèves, et toutes les luttes.

Résistance !

Il y aura des résistances aux tentatives de limiter ou d'interdire l'avortement au niveau des États et peut-être au niveau national. Il existe également une vague de grèves dans de nombreuses entreprises de l'industrie, pour s'organiser chez Amazon et dans d'autres centres du pouvoir économique. Cette fois, les syndicats seront nécessairement la clé de « la résistance ». Je pense qu'il y a suffisamment de colère et de dégoût pour rendre possibles et efficaces de telles mobilisations et de telles actions. Lorsque l'impact de la politique de Trump va toucher les ouvrier-es, il sera peut-être temps de prendre au mot Shawn Fain, le président de l'UAW, lorsqu'il parle de grève générale.

Pour la plupart des Américain-es, la politique se résume aux élections et au gouvernement. Nous ne pouvons pas nous permettre d'abandonner le terrain électoral à la droite ou au centre. Face aux crises multiples du système, le désarroi

du Parti Démocrate et les conséquences désastreuses de la politique de Trump vont offrir des ouvertures et des possibilités d'intervention dans cette arène à différents niveaux.

Le premier objectif de candidat-es indépendant-es ou de candidat-es d'un troisième parti lors de scrutins d'importance secondaire n'est pas nécessairement de gagner du premier coup mais que, pour la classe ouvrière, il existe des candidat-es alternatifs, qui les écoutent et sont issus de leurs rangs. Ce n'est pas possible en utilisant la méthode habituelle qui consiste à soutenir des personnes célèbres et dépendantes de puissances financières, des médias et des consultant-es, il est nécessaire de construire des soutiens de base qui s'organisent au sein des communautés, des syndicats locaux et des mouvements sociaux. C'est le peuple qui doit diriger ces campagnes, pas les dollars (23).

“ *Le combat contre Trump et MAGA (Make America Great Again) ne peut pas être mené en étant dépendant-es du Parti Démocrate et de ses permanent-es.* ”

Il existe des centaines de sièges occupés par des élu-es du centre ou de droite à la Chambre des représentants et dans les États, dans les districts urbains et ruraux tant démocrates que républicains, sans effet « spoiler » (24) ni même de concurrence d'un second parti, où il est possible de prendre pied. Ça a été le cas de la campagne pour le Sénat, assez unique – indépendante, syndicale, pro-choix [droit à l'avortement], anti-patronale – menée dans le Nebraska profondément républicain par Dan Osborn, un leader syndical et gréviste. Osborn a obtenu 46,6 % des suffrages au niveau de l'État (435 582 voix) et, bien que sa campagne ait été conventionnelle par bien des aspects, sa dynamique est inspirante (25).

Cependant, le fait majeur pour les quatre années à venir est que le combat contre Trump et MAGA (Make America Great Again) *ne peut pas être mené en étant dépendant-es du Parti Démocrate et de ses permanent-es*. Que ce soit par l'action directe ou dans les élections, ce sont les mobilisations de masse à la base et, surtout, une organisation permanente qui pourra limiter l'efficacité de Trump/MAGA, dans les rues et les lieux de pouvoir. Afin de dessiner une alternative de long terme à l'incessante répétition de la tactique du moindre mal face à la droite. ■

Janvier 2025

Classes, races et genres dans l'élection de 2024

La défaite de Kamala Harris face à Donald Trump est due en grande partie au déclin du soutien à la candidate démocrate de la part des syndicalistes, des Afro-Américain·es et des Latino-Américain·es, ce qui suggère un déclin de la conscience de classe, de la solidarité de la classe ouvrière et le renforcement des identités masculines et raciales blanches.

Par
Kay Mann

Ces résultats sont choquants non seulement en raison de l'hostilité de Trump à l'égard des syndicats et des difficultés de la classe ouvrière, de son racisme et de son sexisme manifestes, mais aussi parce que ces groupes font depuis longtemps partie de la base électorale du Parti démocrate.

Bien entendu, les élections ne mesurent qu'imparfaitement les opinions politiques et les identités sociales, et particulièrement aux États-Unis. Les deux principaux partis étant contrôlés par des intérêts financiers, les États-Unis sont le seul pays du Nord à ne pas disposer d'une sorte de parti ouvrier de masse, socialiste ou communiste, ayant des liens avec les syndicats. Cela signifie que les élections reflètent les dynamiques de classe encore moins clairement qu'elles ne le feraient dans les autres systèmes parlementaires multipartis. Les électeur·trices de toutes les classes, de tous les genres et de toutes

les races votent pour des raisons variées. Les identités sociales multiples entrent en concurrence pour déterminer un vote. Votera-t-on par exemple républicain parce qu'on est catholique et opposé à l'avortement, pour les Démocrates parce qu'on est ouvrier et qu'on pense qu'ils représentent mieux nos intérêts, ou parce qu'on est une personne de couleur, comme la plupart des minorités racisées le font depuis des décennies ? Plus fondamentalement, le bipartisme implique que les élu·es sortant·es de l'un ou l'autre parti subissent les conséquences des situations impopulaires telles que les prix élevés, tandis que l'opposant profite de ces situations, comme ce fut le cas lors de ces élections. Il faudrait des études précises et nuancées pour comprendre exactement pourquoi les électeur·trices des groupes qui ne votent pas traditionnellement pour les Républicains se sont tournés vers Trump. Ces mises en garde mises à part, certaines données démographiques sur le vote suggèrent des tendances notables.

Dissolution de la coalition du Parti démocrate

De toute évidence, nous assistons à la poursuite de la détérioration de ce qui reste de la grande coalition du Parti démocrate, composée de travailleur·ses et d'Afro-Américain·es, mise en place par Franklin Delano Roosevelt dans les années 1930. Une tendance générale liait alors les électeur·trices de la classe ouvrière, la plupart des syndicats, les Afro-Américain·es et les Blanc·hes issus des minorités ethniques (1) au Parti démocrate dans la coalition du New Deal, tandis que le Parti républicain était perçu comme le parti des affaires, des riches, des petites villes et des zones rurales. La coalition du New Deal a commencé à s'effriter dans les années 1980, les travailleur·ses blanc·hes abandonnant le Parti démocrate au profit du Parti républicain. Les élections de 2024 ont reflété une accélération brutale de ce processus. Il devient de plus en plus difficile de trouver une cohérence au vote des classes dans les récentes élections aux États-Unis. Les changements dans la conscience et les comportements électoraux ne se produisent évidemment pas dans le vide. L'abandon constant, depuis des décennies, d'une partie de la classe ouvrière, toutes races et tous genres confondus, au profit du Parti républicain a été alimenté par l'adhésion du Parti démocrate à l'austérité néolibérale et par son incapacité à proposer des solutions aux aspirations de la classe ouvrière.



Trump et la « Bro culture ». © Wired Staff / Getty images.

1) Par *ethnic whites*, l'auteur parle des blanc·hes issu·es de la vague d'immigration, depuis 1881-1921, originaires des pays de l'Europe de l'est et de sud (Polonais·es, juifs, Italien·nes, Grec·ques, Bulgares, Serbes, etc.).



Dossier – États-Unis

Il est prouvé que les identités de race et de genre ont éclipsé les considérations de classe parmi les secteurs de la classe ouvrière et les communautés racisées. Dans la mesure où le vote pour les Démocrates a représenté une conscience de classe déformée, et où Trump est fortement associé à la classe des riches employeurs, les votes de la classe ouvrière pour Trump représentent un déclin stupéfiant de la conscience de classe. Or, la plupart des syndicats restent dans le camp démocrate et ont officiellement soutenu Harris. Ainsi, non seulement les membres de la classe ouvrière en général ont voté pour une personnalité ouvertement antisyndicale étroitement associée à la classe capitaliste, mais une grande partie des 10 % de la main-d'œuvre qui est syndiquée l'a également fait, dans la plupart des cas, contre la position officielle de leur syndicat. Les attaques au vitriol de Trump et de Vance contre les immigré-es, souvent marquées de racisme, ont trouvé un écho parmi les secteurs de la classe ouvrière et les groupes opprimés sensibles à la recherche de boucs émissaires. À cela s'ajoutent une sensibilité aux déclarations protectionnistes liées à la crainte de la « concurrence étrangère » et, plus généralement, la dégradation de la conscience sociale causée par les attaques néolibérales contre les services sociaux. Celles-ci ont alimenté l'accentuation des identités sociales concurrentes telles que la race/l'ethnicité et le genre de manière à contredire, plutôt qu'à mettre en valeur, la solidarité sociale. Il est clair que tous ces éléments ont joué un rôle.

Le genre et la race à l'ère de Trump

Depuis des décennies, les Afro-Américain-es sont particulièrement fidèles à la coalition du PD. Jusqu'à récemment, plus de 90 % des électeur-trices noir-es votaient pour lui. Toutefois, lors des élections de 2024, 24 % des hommes noirs ont voté pour Trump (contre 9 % des femmes noires). Les hommes noirs ont moins voté pour Harris en 2024 que pour Biden en 2020. Cela a joué un rôle décisif dans la défaite de Harris dans les zones urbaines des États clés de 2024, traditionnellement très démocrates, comme Philadelphie, en Pennsylvanie, et Milwaukee, dans le Wisconsin. De même, environ 40 % des

2) Make America Great Again, le slogan de Reagan en 1980, a été repris par Trump, et désigne aujourd'hui le mouvement des partisans de Trump.

Latinos ont voté pour Trump (contre 30 à 33 % pour le républicain George W. Bush en 2004) – et 47 % des hommes latinos.

Les instincts réactionnaires de Trump l'ont amené à se rapprocher de la « Bro culture », une célébration des attitudes sexistes des hommes. Ce message trouve un écho chez les hommes de tous les groupes raciaux et de toutes les classes sociales, mais il est prouvé que les hommes des communautés de couleur y sont particulièrement réceptifs. Cela reflète le déclin de la conscience féministe en général. Après les victoires des années 1970, le mouvement des femmes est passé d'une action de masse à une activité législative et électorale, ce qui a fini par diminuer sa force, puis plus généralement celle de la conscience féministe. Il est très probable qu'aux élections de 2024, certains hommes, qui auraient pu voter pour un homme démocrate, aient voté républicain, ou n'aient pas voté du tout, plutôt que de voter pour une femme, même démocrate. Les attitudes sexistes de certains hommes de tous les groupes raciaux et de toutes les classes sociales ont donc certainement joué un rôle dans la défaite d'Hillary Clinton en 2016 et de Kamala Harris en 2024, les deux seules femmes à avoir jamais été candidates à la présidence pour un grand parti.

L'impasse du populisme raciste et sexiste

Trump trouve une grande partie de son soutien parmi les couches conservatrices de la classe dominante et les électeur-trices de la classe ouvrière qui n'ont pas fait d'études supérieures. Mais bien sûr, son gouvernement ne peut servir qu'une seule classe et il ne fait aucun doute que cette classe est celle des 1 %. Son populisme raciste et anti-immigré-es ne fera que détourner l'attention des vrais problèmes auxquels les masses populaires des États-Unis sont confrontées depuis longtemps.

Lorsque ses politiques de réductions d'impôts et d'augmentation des droits de douane, ainsi que la désignation des immigré-es et des transgenres comme boucs émissaires, ne parviendront pas à résoudre les problèmes matériels

urgents des travailleur-ses – notamment la hausse des prix et la stagnation des salaires tandis que les riches bénéficient de nouvelles réductions d'impôts –, son soutien s'érodera. Les attaques néolibérales contre le niveau de vie de la classe ouvrière, qui ont contribué à fracturer sa conscience, son unité et la solidarité, stimuleront les luttes qui impliqueront l'unité de la classe ouvrière dans l'action, et la reconstruction des solidarités.

L'absence d'un parti ouvrier ou socialiste de masse implique une absence de réponse efficace au flux constant de rhétorique raciste, anti-immigré-es et anti-LGBTQI+ provenant de la droite MAGA (2) et amplifié par les alliés de Trump, Musk et Zuckerberg, par leur

contrôle de Facebook et X. Un parti ouvrier ou socialiste de masse offrirait une alternative à leur racisme, leur sexisme et leur nationalisme blanc, ainsi qu'à l'austérité néolibérale des Démocrates et des Républicains, et ce faisant, renforcerait la conscience de classe, et la solidarité au-delà des divisions de race et de genre. La construction de ce parti reste centrale pour toute possibilité réelle de changement social progressiste à une époque où la catastrophe climatique est imminente, où les acquis démocratiques fondamentaux les travailleur-ses et des opprimé-es sont menacés.

Dans les premiers jours de son mandat, Trump a publié, comme il l'avait promis, un certain nombre de décrets visant les immigré-es, les personnes LGBTQI+, et les initiatives Diversité, Équité et Inclusion (DEI). Cela supprimera des protections contre les discriminations à l'égard des minorités racisées, des personnes LGBTQI+, des femmes et des personnes handicapées, et abolira les contrôles sur la sécurité des travailleur-ses et de l'environnement. Des décrets antisyndicaux suivront certainement sous peu. Les mouvements des travailleur-ses, des femmes, de défense des immigrés, des Noir-es et pour l'environnement devront puiser dans les meilleures traditions militantes des luttes de masse et dans la solidarité pour faire face à Trump et à une classe patronale encouragée par ses politiques anti-régulation et anti-syndicales. ■

Le 2 février 2025

“ *Un parti ouvrier ou socialiste de masse offrirait une alternative à leur racisme, leur sexisme, leur nationalisme blanc et à l'austérité néolibérale. Il renforcerait la conscience de classe et la solidarité au-delà des divisions de race et de genre.* ”

Le chaos à venir ? L'impérialisme américain sous Trump 2.0

À première vue, la publication libre sur les réseaux sociaux et l'accès illimité aux micros donnent à Donald Trump toutes les chances de se ridiculiser – et il en profite pleinement. Mais la question de savoir si ses délires annexionnistes concernant la conquête du Canada, du Groenland et du canal de Panama sont préoccupants en soi, ou s'ils sont des écrans de fumée destinés à dissimuler des projets impériaux plus profonds et plus sombres, suscite de nombreux commentaires et débats.

Par David Finkel

Donald Trump a la particularité de pouvoir déclarer n'importe quoi, même si c'est ridicule, au point de créer une parodie de lui-même, sans subir de dommages politiques. C'est une réflexion sur l'état actuel de la politique américaine et de l'organisation idolâtre qu'est devenu le Parti républicain – avec potentiellement de profondes implications déstabilisatrices pour le système politique du pays, qui a servi ses élites si longtemps et si bien – mais il s'agit d'une autre discussion.

Les délires de Trump

Même Trump ne peut changer le fait que nous sommes en 2025 – et non en 1825, au siècle où les jeunes États-Unis cherchaient à s'emparer de la plus grande partie possible de l'Amérique du Nord et des Caraïbes. En fait, la question de la conquête du Canada a été réglée par la guerre de 1812, au cours de laquelle les États-Unis espéraient s'emparer du Canada tandis que la Grande-Bretagne cherchait à bloquer l'expansion des États-Unis vers l'ouest (comme l'ont appris les deux camps, « on ne peut pas toujours obtenir ce que l'on veut »).

Selon une lecture rationnelle, pour autant qu'elle soit possible, les délires de Trump reflètent deux priorités essentielles, qui peuvent à certains moments entrer en conflit entre elles. La première est le *nationalisme économique*, une vision simpliste selon laquelle les États-Unis « subventionnent » les économies d'autres pays

par leurs déficits commerciaux et leurs dépenses de défense, et que ces charges injustes devraient être compensées par des tarifs douaniers et des menaces radicales.

La seconde est la *rivalité géopolitique impériale croissante entre les États-Unis et la Chine*, qui inclut notamment l'obsession de Trump envers l'accès prétendument favorable de la Chine au canal de Panama, et l'importance croissante de l'Arctique pour le transport maritime international et les matières premières, ce qui explique le désir de Trump pour le Groenland et le Canada « pour notre sécurité nationale ».

Peut-être pense-t-il qu'Elon Musk apportera l'argent nécessaire à « l'achat » du Groenland, quel que soit l'avis des habitants de ce territoire, qui sont nombreux à réclamer l'indépendance, sans parler du Danemark, l'actuel détenteur colonial, qui se trouve être un allié stratégique essentiel de l'OTAN dans la région.

Abstraction faite de cette ambition paléo-colonialiste semi-comique, l'engagement de Trump d'imposer des droits de douane de 25 % sur toutes les importations en provenance du Canada constitue une menace extrême pour l'économie de ce pays, en particulier pour le secteur de la construction automobile, sans parler des dommages qu'il infligerait aux États-Unis eux-mêmes.

L'avenir du Canada

À un moment où le Canada traverse une transition politique fracturée – avec la démission du Premier ministre libéral Justin Trudeau, profondément impopu-



David Finkel

David Finkel est rédacteur en chef de *Against the Current*, membre du Comité national de Solidarity et militant de Jewish Voice for Peace. Traduit par Laurent Creuse. © Lucian-Perkins

laire, une élection qui dans les prochains mois amènera probablement le Parti conservateur de droite au pouvoir et peut-être même l'accès d'un parti souverainiste québécois au statut d'« opposition officielle » au Parlement canadien – les élites du pays sont véritablement paniquées par la façon dont le Canada pourrait se défendre contre un déchaînement de tarifs douaniers de la part de Trump.

Alors que les dommages subis par le Canada pourraient exacerber ses angoisses endémiques en matière d'« unité nationale », il est également possible que Trump réalise ce qu'aucun politicien canadien ne pourrait espérer – unifier les factions politiques et régionales en un front uni contre la menace étatsunienne, sous la forme de contre-tarifs et éventuellement de lourdes taxes à l'exportation sur les approvision-



Dossier – États-Unis

nements cruciaux en énergie et en minéraux du Canada dont l'économie américaine elle-même a cruellement besoin.

L'issue n'est pas facilement prévisible. Nous ne savons pas non plus si le Canada et le Mexique formeront un front commun de négociation commerciale ou si, comme le suggèrent certains politiciens canadiens cyniques, le Mexique sera laissé seul face au colosse du nord.

Des crises mondiales insolubles

Compte tenu de leurs préférences, Trump et son administration se concentreront très probablement sur la confrontation avec la Chine, comme les précédents présidents Biden et Obama l'ont également tenté. Mais même la présidence impériale des États-Unis doit faire face au monde tel qu'il se présente. Les crises s'y chevauchent et ne sont pas facilement contrôlables.

Les promesses de Trump de mettre rapidement fin aux guerres en Ukraine et au Moyen-Orient « dans les 24 heures » sont, bien sûr, vides de sens. L'administration risque d'être d'emblée fortement divisée entre les quasi-isolationnistes (et les nationalistes chrétiens sympathisants de Poutine) comme J.D. Vance qui se fiche

ouvertement de ce qui arrive à l'Ukraine, et les guerriers néoconservateurs comme le futur secrétaire d'État Marco Rubio, qui considèrent la Russie comme une menace au service des ambitions plus vastes de la Chine.

Alors que Trump et certains libéraux de gauche bien intentionnés (ou pas) peuvent plaider en faveur d'un « marché » négocié pour mettre fin à la guerre, la vérité est que l'Ukraine n'a pas de « plan B » puisque la reddition signifie l'asservissement, et que les conditions de Poutine comprennent l'annexion par la Russie de tout ce dont elle s'est emparée ainsi que l'interdiction pour l'Ukraine de demander une protection internationale. Poutine voit sans aucun doute en Trump un personnage manipulable et finalement faible sous la façade d'un mâle alpha.

Trump est notoirement opposé à la poursuite de l'aide à l'Ukraine, mais il ne

peut pas non plus permettre de « perdre » l'Ukraine d'une manière qui rappellerait la débâcle de Biden en Afghanistan. Il est également clair que le projet impérialiste américain plus large, qui inclut la confrontation avec la Chine, nécessite une OTAN forte et des relations américaines avec les alliés, indépendamment des menaces

grandiloquentes de Trump.

“ *L'objectif de Trump au Moyen-Orient ne concerne pas la Palestine, dont le sort lui est totalement indifférent. Il s'agit plutôt de renforcer la « normalisation » israélo-saoudienne, de créer une alliance régionale anti-iranienne et une zone commerciale lucrative.* ”

Les amis sionistes de Trump

D'un autre côté, il n'y a aucune raison de penser que Trump et la base nationaliste

blanche, chrétienne et sioniste des Républicains ont des scrupules moraux ou politiques concernant le génocide israélien à Gaza et le nettoyage ethnique rampant en Cisjordanie, qui vont tous deux se poursuivre et probablement s'intensifier. Étant donné que les élites arabes de la région sont tout aussi indifférentes au sort des Palestiniens et à l'opinion de leurs



© Office of the President of the United States

propres populations, la politique américaine à l'égard de la guerre d'Israël contre la Palestine ne changera pas beaucoup, voire pas du tout, même si Israël officialise l'annexion de la Cisjordanie, qui est déjà un fait accompli sur le terrain.

La grande question, et crise potentielle pour la politique de Trump, sera de savoir s'il faut encourager ou soutenir directement le rêve du Premier ministre israélien Netanyahu de guerre avec l'Iran. Cette idée trouve un écho puissant parmi les néoconservateurs américains. Elle va à l'encontre de l'une des impulsions de Trump, qui veut éviter le marasme des guerres de « changement de régime », mais coïncide avec une autre, son désir d'être l'homme qui réorganise le monde et le domine.

Il ne fait aucun doute que l'année écoulée a été triomphante pour la puissance américaine au Moyen-Orient, mais elle comporte son propre lot de risques. Alors que le pouvoir régional de l'Iran a été anéanti au cours des quinze mois qui ont suivi le 7 octobre 2023, la perspective d'une occupation de l'Iran ou de sa fragmentation régionale est terrifiante pour les « penseurs stratégiques » impériaux rationnels, dans le sillage de ce qui s'est passé en Irak après 2003. C'est d'autant plus vrai que l'avenir de la Syrie est en suspens après le renversement de la brutale dynastie de la famille el-Assad.

En Asie

Il est également possible, bien que peut-être moins probable au vu des difficultés économiques internes de la Chine, que le régime chinois précipite une crise mondiale de grande ampleur en attaquant directement Taïwan, le territoire autonome que les États-Unis se sont engagés à défendre. Cela changerait toutes les hypothèses politiques sur la région Asie-Pacifique ; nous ne savons pas quelles seraient les conséquences possibles, et il vaudrait mieux que nous ne les découvriions pas...

Il y a d'autres phénomènes complexes et des crises qui ne sont pas encore prévues, mais beaucoup tourneront autour de la question de savoir si l'administration Trump gère les relations avec les alliés stratégiques des États-Unis d'une manière impérialiste plus ou moins normale, des relations conventionnelles prévalant sous la surface de la grandiloquence présidentielle, ou s'il y a une véritable rupture qui fait passer « l'Amérique d'abord » avant le réseau d'al-

liances qui a sous-tendu huit décennies de « leadership mondial américain. »

Climatosceptique et productiviste

Deux derniers points doivent être soulignés. Premièrement, tout cela se produit dans le contexte d'une catastrophe environnementale mondiale qui garantit que les quatre prochaines années et au-delà seront marquées par des catastrophes d'une ampleur que nous pouvons à peine imaginer aujourd'hui, même à la lumière des incendies de Los Angeles. L'abîme devant lequel nous nous trouvons peut difficilement être plus visible.

Avec son déni du changement climatique et sa promesse de « drill baby drill » (fore, chéri-e, fore) Trump est bien sûr profondément engagé à restaurer la

domination des États-Unis dans la course vers l'effondrement civilisationnel. Il convient toutefois de noter que ce sont les années Biden qui ont permis aux États-Unis de se hisser au sommet du classement mondial de la production pétrolière.

Personne ne devrait d'ailleurs regretter le départ du misérable Joe Biden. Son « héritage » présidentiel, au-delà de toute autre chose, est le génocide de Gaza, qui, franchement, a été absolument bouleversant, même pour ceux d'entre nous qui pensaient n'avoir plus guère d'illusions sur ce que l'impérialisme et ses clients peuvent faire aux peuples du monde. C'est pourquoi une grande partie de la communauté arabo-américaine, qui ne se fait pas d'illusions sur la menace que représente Trump, a considéré Biden avec le mépris qu'il s'est efforcé de mériter. ■

Le 15 janvier 2025

Postscriptum

Parmi les premières mesures prises par Trump figurent des décrets annulant la participation des États-Unis à l'accord de Paris sur le climat et à l'Organisation mondiale de la santé.

La menace de droits de douane pesant sur le Canada et le Mexique semble avoir pour but de forcer la révision de l'accord commercial entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, qui avait été négocié lors du premier mandat de Trump. On ne sait pas encore si les droits de douane seront appliqués aux pays européens, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur l'économie mondiale. En se vantant de « reprendre le canal de Panama », Trump menace également les 2,5 milliards de dollars de bénéfices annuels que le Panama tire du canal, espérant probablement imposer des tarifs préférentiels aux navires américains et retirer l'exploitation de ses ports d'entrée de l'Atlantique et du Pacifique aux entreprises chinoises.

Le rôle de Trump dans le calendrier du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas dans le génocide de Gaza a fait l'objet de nombreuses discussions. De nombreux commentateurs bien informés, y compris dans le journal critique israélien *Haaretz*, sont convaincus que les pressions exercées par Trump sur Netanyahu ont contraint le Premier ministre israélien à accepter un accord avant l'entrée en fonction de Trump. Une interprétation différente est donnée dans l'article de Gilbert Achcar sur les « deux mythes sur le cessez-le-feu à Gaza », qui affirme que l'influence coercitive de Trump était de pure la forme.

Les deux analyses peuvent contenir des éléments de vérité. Dans tous les cas, le plus important est que Netanyahu n'a pas l'intention d'autoriser la « phase 2 » du cessez-le-feu et que les États-Unis ont donné leur feu vert à l'escalade de l'assaut brutal de l'armée israélienne à Jénine, tandis que la violence des colons se déchaîne contre les villages palestiniens de Cisjordanie.

En tout état de cause, l'objectif de Trump au Moyen-Orient ne concerne pas la Palestine, dont le sort lui est totalement indifférent. Il s'agit plutôt de renforcer la « normalisation » israélo-saoudienne, de créer une alliance régionale anti-iranienne et une zone commerciale lucrative. Reconstituer Gaza à partir des décombres, voire récupérer les dizaines de milliers de corps enterrés dans les ruines de leurs maisons, leurs écoles, leurs commerces et leurs mosquées, n'est pas pertinent s'il n'y a pas d'argent à en tirer. La rapidité et l'efficacité avec lesquelles les mouvements de résistance émergeront seront la clé de l'avenir des États-Unis et de bien d'autres choses encore – y compris la possibilité d'empêcher un effondrement irréversible de l'environnement. ■

Le 26 janvier 2025

Une délégation syndicale ukrainienne raconte ses combats

En cette fin janvier, une délégation du Sotsialnyi Rukh s'est rendue au Danemark en visite auprès de l'Alliance Rouge-Verte. Le réseau d'infirmières « Sois comme Nina » (Be like Nina) y était aussi représenté, par Antonina Shatsylo, invitée par le syndicat des infirmières danoises.

La situation du droit du travail ukrainien

Introduction de Catherine Samary

À cette occasion, Vitalii Dudin, membre de cette délégation et juriste ukrainien défenseur du droit du travail a publié le 27 janvier dans *Solidaritet*, « média socialiste démocratique qui diffuse des informations, des débats et des analyses du Danemark et du monde », un article sur les attaques contre les droits du travail en Ukraine, dont il souligne le conflit avec les normes en vigueur dans l'UE.

Vu des anciens membres de l'UE, celle-ci apparaît souvent comme organisatrice d'une concurrence marchande entre travailleur-ses et non comme protectrice de leurs droits sociaux. Vu des pays de la périphérie orientale extérieure à l'UE,

1) « Ukraine 2024 Report », 30 octobre 2024.

comme l'Ukraine, l'adhésion apparaît au contraire comme un moyen de réduire une concurrence sauvage et d'incorporer des droits acquis au sein de l'Union. C'est cette deuxième logique qui est présente dans le texte de Vitalii Dudin contre l'ultra-libéralisme et la destruction des droits sociaux appliqués par le gouvernement Zelensky – ces attaques étant à la fois défavorables à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE (très espérée par la population ukrainienne) et un affaiblissement de l'Ukraine pour sa résistance contre l'agression russe.

Par Vitalii Dudin

Le rapport 2024 de la Commission européenne sur l'état d'avancement de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE (1) a fait



Vitalii Dudin

Vitalii Dudin est juriste et cofondateur de l'organisation ukrainienne de gauche Sotsialnyi Rukh. Cet article a été publié par *Solidaritet* au Danemark, sous le titre « La faible protection des travailleur-ses fait obstacle à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE ». Traduit en danois par Bjarke Friborg, et du danois par Catherine Samary.

l'effet d'un seau d'eau froide au gouvernement ukrainien. Parmi les nombreuses exigences que l'Ukraine doit satisfaire, le domaine du marché social et du travail se distingue par son importance par rapport aux conditions d'adhésion à l'UE.

Le message de Bruxelles est clair et ferme : le droit du travail ne peut pas être ignoré, même en tenant compte de la guerre en cours. L'Ukraine obtient même la plus mauvaise note dans ce domaine parmi les dix pays candidats, juste derrière le Kosovo. Ce mauvais classement révèle des années de négligence systématique dans le pays, antérieures à l'invasion russe et liées au démantèlement de la réglementation et à la marginalisation des syndicats par les gouvernements successifs.





En conséquence, la détérioration des conditions de vie des travailleur-ses ukrainien-nes est devenue un obstacle direct aux perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Le dialogue social : un idéal oublié

Au sein de l'UE, le « dialogue social » – ou les négociations entre les partenaires sociaux – est désormais une institution bien établie et une image de la manière dont les désaccords peuvent être résolus par la démocratie, la négociation et la reconnaissance mutuelle entre les employeurs, les syndicats et les gouvernements.

En Ukraine, cependant, le principe du dialogue social a été marginalisé. Le Conseil national tripartite social et économique (NTSEC), censé être le moteur des réformes coopératives du marché du travail, est inactif depuis 2021. En l'absence d'espace de dialogue social opérationnel, les syndicats sont contraints de réagir de manière défensive aux initiatives gouvernementales au lieu d'influencer de manière proactive l'élaboration des politiques.

Au niveau local, l'affaiblissement des pratiques de négociation antérieures est encore plus évident. Invoquant l'état d'urgence militaire qui a suivi l'invasion, les employeurs ont été autorisés à suspendre unilatéralement les conventions collectives. De grandes entreprises telles que les chemins de fer nationaux et le plus grand producteur d'acier du pays, ArcelorMittal, n'ont pas tardé à tirer parti de cette situation.

La nouvelle législation viole des normes européennes essentielles telles

que la Charte sociale européenne, qui garantit le droit à la négociation collective et à des salaires équitables.

Avec l'affaiblissement du mouvement syndical, le nombre de syndiqué-es a chuté, avec une perte estimée à 700 000 membres depuis 2022. Ce déclin reflète la destruction d'emplois, les effets de la guerre et l'affaiblissement de la capacité des syndicats à défendre les droits des travailleur-ses.

Sécurité au travail : qui protège les travailleur-ses ?

La guerre elle-même a porté un coup majeur à la sécurité des travailleur-ses, mais cela ne change rien au fait que la protection du travail dans le pays était déjà insuffisante. Le système actuel est étroitement axé sur des mesures réactives, alors que dans l'Union européenne, par exemple, la prévention joue un rôle beaucoup plus important.

Le projet de nouvelle loi sur la sécurité au travail du gouvernement ukrainien a été vivement critiqué pour son approche néolibérale.

Il accorde aux employeurs une autonomie et des libertés beaucoup plus grandes, tout en supprimant les garanties pour les travailleur-ses, notamment en réduisant le financement des mesures de sécurité et de protection contre les travaux dangereux.

Bien qu'il s'inspire en partie des directives européennes, le projet de loi ne respecte pas les normes minimales, notamment en ce qui concerne le travail intérimaire et l'accès aux données de sécurité à des fins de prévention.

Avec plus de 200 décès liés au travail dans l'industrie d'ici 2023 – dont la moitié directement liée à la guerre – la nécessité d'une réforme globale est urgente. Pourtant, les propositions actuelles risquent

d'affaiblir encore davantage la protection. Par rapport à la législation actuelle, elles laissent encore plus de points à la discrétion de l'employeur. Il s'agit notamment de la contribution minimale à la santé et à la sécurité au travail, ainsi que de la fréquence à laquelle les employé-es doivent être informés des questions de santé et de sécurité sur le lieu de travail.

Une inspection du travail en crise

La Commission européenne a identifié l'inefficacité de l'inspection du travail ukrainienne comme une lacune majeure. En l'absence d'un cadre juridique clair, les inspecteurs ne sont pas en mesure d'appliquer efficacement la législation du travail. La situation s'est aggravée avec l'état d'urgence : les inspections ont été suspendues et le contrôle s'est encore affaibli.

Sous la pression de l'UE, certaines propositions ont été faites pour renforcer l'inspection du travail, mais dans une mesure encore limitée. Tant que l'Ukraine ne suivra pas l'exemple d'autres pays candidats qui ont adopté des lois spécifiques sur l'inspection du travail, son système restera inadéquat.

L'absence de mesures dissuasives contre les violations du droit du travail signifie que les employeurs qui exploitent la loi continueront à le faire sans entrave. Cette situation porte atteinte aux droits des travailleur-ses et aux ambitions européennes de l'Ukraine.

Des réformes au profit des travailleur-ses, et pas seulement de Bruxelles

Remédier à ce type de faiblesses systémiques est loin d'être une simple formalité pour l'adhésion à l'UE. C'est une nécessité pour la stabilité et la résilience de l'Ukraine. Garantir une application

“Avec l'affaiblissement du mouvement syndical, le nombre de syndiqué-es a chuté, avec une perte estimée à 700 000 membres depuis 2022.”

rigoureuse du droit du travail, renforcer le dialogue social et améliorer l'environnement de travail sont des réformes qui profitent à l'ensemble de la société.

Les syndicats ukrainiens doivent profiter de cette occasion pour travailler avec des partenaires internationaux et affirmer leur rôle dans l'élaboration de l'avenir du marché du travail du pays. La guerre a montré que la solidarité et la justice ne sont pas de simples idéaux à atteindre, mais des outils concrets et essentiels à la survie d'un pays.

Le respect des droits du travail par le biais de réformes solides renforcera non seulement les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, mais aussi sa cohésion sociale face à la poursuite de l'agression.

En accordant la priorité au bien-être de l'ensemble de la main-d'œuvre, l'Ukraine peut jeter les bases d'une véritable intégration européenne et montrer que les valeurs démocratiques et les droits des travailleur-ses sont au cœur de son avenir. ■

Le 27 janvier 2025

« L'État a choisi de réduire les garanties sociales du personnel de santé »

Entretien avec
Ruslana Mazurenok

En Ukraine, l'un des secteurs les plus en difficulté est celui des hôpitaux. Depuis le début de l'agression russe, ce sont, selon le Centre de santé ukrainien, plus de 1 900 attaques contre des infrastructures de santé qui ont été enregistrées.

Le système de santé ukrainien (établissements médicaux et autres infrastructures de santé) a subi environ deux attaques par jour. 400 travailleur-ses de la santé sont mort-es sous les bombardements. De plus, le personnel soignant a dû faire face à un important surcroît de travail à l'arrière comme sur le front pour soigner les victimes de la guerre, civiles et militaires. Malheureusement, à cette situation dramatique s'est ajoutée la contre-réforme néolibérale du système de santé qui a conduit notamment à la fermeture d'hôpitaux, des licenciements brutaux et la réduction ou le non-paiement des salaires du personnel soignant pendant plusieurs mois. L'exemple de la maternité de Derajnya illustre cette politique antisociale qui nuit également aux intérêts de la population, et plus particulièrement aux femmes.

Ruslana, présidente du syndicat des travailleur-ses de la santé de cette maternité, a répondu à nos questions.

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je m'appelle Ruslana. J'ai commencé ma carrière en 2004 dans un établissement médical départemental qui fournissait des soins aux cheminot-es et aux retraité-es. J'ai travaillé comme infirmière, puis comme infirmière principale. En 2008, j'ai été transférée à l'hôpital de Derajnya pour travailler comme infirmière dans l'unité de traumatologie, où je travaille encore aujourd'hui.

Quelle est la situation à la maternité de Derajnya ? Quelles sont vos demandes, vos revendications ?

La maternité de Derajnya a été fermée, voilà la situation. Sa fermeture était prévue depuis plusieurs années. Il y a trois maternités dans la ville de

Khmelnytskyi, qui est un centre régional, mais le nombre de naissances a beaucoup baissé ces dernières années, donc la question de la fermeture d'une des maternités de la ville a été posée. L'administration régionale dispose d'un département de santé qui détermine la capacité du réseau



Ruslana Mazurenok

Ruslana Mazurenok est infirmière et présidente du syndicat des travailleur-ses de la santé de l'hôpital de Derajnya et membre de « Sois comme Nina ». Ruslana faisait partie de la délégation qui a rendu visite au syndicat danois des infirmières.

« Pourquoi ne retournez-vous pas à la cuisine pour faire du bortsch ? », c'est ce que son patron a dit à Ruslana lorsqu'elle s'est plainte de ses conditions de travail en tant qu'infirmière en Ukraine. Aujourd'hui, Ruslana est à la tête de la section locale du syndicat Sois comme Nina, et elle projette de se présenter aux prochaines élections municipales dans la circonscription pour Sotsialnyi Rukh.

Malheureusement, le gouvernement ukrainien a reporté toutes les élections pour une durée indéterminée, y compris les élections locales. En outre, il existe des règles strictes et des frais élevés à payer pour être autorisé à se présenter en tant que parti politique en Ukraine.

Propos recueillis, traduits et introduits par Patrick Le Tréhondat pour le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, relu par nos soins.

hospitalier. Et pour préserver la maternité de Khmelnytskyi, elle a commencé à fermer les maternités des districts, arguant qu'elles fournissaient des soins de mauvaise qualité. Les maternités des districts fonctionnaient depuis des décennies et on ne sait pas exactement à quel moment elles ont commencé à mal fonctionner. La maternité de Derajnya a été sauvée chaque année parce que la direction de l'hôpital était attachée à la préserver.

Mais on a découvert que le directeur avait commencé à bafouer la convention collective en dégradant les conditions de travail des employées. Au cours de cette période, les employées de la mater-

nité sont devenues des militantes luttant pour leurs droits. C'est ainsi que l'année dernière, le directeur a décidé de se débarrasser des plus militantes et a commencé à mettre en œuvre un plan de fermeture de la maternité. La situation était similaire à celle de cette année : un ordre de liquidation a été émis.

La communauté s'est alors mobilisée et, sous la pression, l'administration régionale a cédé et nous avons été autorisés à soumettre des documents en vue de la signature d'un contrat avec le service national de santé (NHSU) pour le financement de la maternité.

Mais la législation ukrainienne permet au directeur de mettre autoritairement en congé des employé-es ou de fermer temporairement une unité. Mais les mesures temporaires se prolongent... Le 13 septembre 2024, le NHSU établissait des conditions au contrat de financement, selon lesquelles il devait y avoir un certain nombre de naissances sur une période donnée tandis qu'un arrêté a été pris pour interdire les accouchements en raison de l'absence de médecin en néonatalogie ! Les employées ont commencé à analyser la situation et ont découvert les conditions d'obtention du financement trop tard, lorsqu'il était impossible de remédier à la situation. Le 18 novembre 2024, le service a été liquidé.

Comment la population réagit-elle ? Recevez-vous un soutien ?

Bien sûr, la population est contre la liquidation. Mais la situation dans le pays ne permet pas d'organiser des manifestations. C'est pourquoi l'indignation ne se manifeste que sur internet. Les autorités locales ont l'expérience des mobilisations de 2023 et répriment donc les manifestations les plus actives. Peut-être que les gens ont accepté la situation, parce que tout le monde a beaucoup d'autres problèmes, et que nous sommes en guerre.

Parlez-nous de votre syndicat. Comment a-t-il été créé et quelle est votre relation avec Sois comme Nina ?

Lorsque les salarié-es ont découvert que le directeur violait la convention collective, les militant-es ont commencé à chercher de l'aide, ont trouvé Sois comme Nina sur Facebook. Les militantes de Sois comme Nina sont venues dans notre ville pour une réunion. Elles nous ont donné

beaucoup de conseils, notamment des conseils juridiques. Sur les conseils des filles, nous avons créé notre propre syndicat indépendant. En effet, en 2019, l'ancien directeur, usant de son influence sur le responsable du syndicat en place, qui était son adjoint, a liquidé le syndicat qui était présent dans l'hôpital depuis de nombreuses années. Notre syndicat indépendant a été créé en 2023 et enregistré en juillet. La direction en a été dûment informée, mais le directeur en a été très mécontent. Il perçoit le syndicat et ses membres comme des ennemi-es.

Selon la loi ukrainienne, toutes les décisions de l'institution doivent être prises conjointement avec le comité syndical. Aujourd'hui, notre syndicat est complètement ignoré, nous ne sommes invitées à aucune réunion et toutes les décisions et instructions sont émises par le seul directeur, sans aucune approbation, ce qui est contraire à la loi. Les gens ont peur d'adhérer au syndicat car ils sont immédiatement mis à l'index par le directeur. Même nos demandes de mise à disposition de locaux pour que le comité syndical puisse travailler, conformément à la loi ukrainienne, n'ont reçu aucune réponse. Depuis plus d'un an, les lois sont violées, mais en Ukraine, les syndicats sont généralement associés à la remise de cadeaux pour les fêtes, et non à la protection des intérêts des travailleur-ses. Pour

prouver les attaques commises à l'encontre d'un syndicat devant un tribunal, il faut rassembler de nombreuses preuves et démontrer que cela cause des dommages importants.

Pour les dirigeants, il suffit de donner un ordre et d'évoquer la loi martiale dans le pays, ce que fait notre directeur. Il sait que, quoi qu'il invente, il n'y aura pas de sanction, car sous la loi martiale, les audits sont interdits, sauf en cas de non-paiement des salaires. Il agit astucieusement, en émettant un ordre modifiant les conditions de travail essentielles des employées, selon lequel elles reçoivent des salaires diminués. Et c'est tout. Et il faut beaucoup de temps pour prouver qu'il a agi illégalement.

“ Pour les dirigeants, il suffit de donner un ordre et d'évoquer la loi martiale dans le pays. ”

Que pensez-vous de la situation actuelle du système de santé en Ukraine ? Qu'est-ce qui devrait changer, surtout en cette période de guerre ?

Une réforme était censée améliorer le niveau des soins, mais le résultat est que nous glissons vers l'abîme à une vitesse vertigineuse. Les patient-es ne sont pas mieux loti-es, seul le nombre de conditions à remplir pour obtenir un rendez-vous a augmenté. Des soins gratuits ? Il n'y en a pas du tout. Certes, il existe une liste nationale de médicaments qui



devraient être disponibles dans les hôpitaux et remis aux patients, mais elle est très limitée et les médicaments qu'elle contient sont peu efficaces, si bien que les patients achètent souvent en pharmacie les médicaments vraiment utiles.

Les opérations chirurgicales ne sont plus gratuites. Les travailleur-ses de la santé sont ceux et celles qui souffrent le plus de la réforme: il n'y a pas de normes, notamment sur la charge de travail, les directeurs économisent sur tout et se débrouillent pour que chaque employé-e travaille pour trois. Beaucoup n'en peuvent plus et démissionnent. Les jeunes diplômés ne vont souvent même pas travailler dans leur spécialité, cherchant plutôt à travailler à l'étranger ou dans des cliniques privées. Et s'il y a une pénurie de médecins, il n'y a personne pour assurer des soins médicaux de qualité, alors que la réforme, rappelons-le, prétendait élever le niveau des soins.

Que faut-il changer, surtout en cette période de guerre ?

Ces dernières années, le travail des professionnel-les de la santé est devenu particulièrement important. Tout d'abord, la pandémie du coronavirus et la guerre ont fixé les principales priorités: la vie humaine et la santé. Il est difficile d'imaginer une autre profession qui serait aussi demandée pendant la guerre. Les personnels soignants doivent faire face à des exigences extrêmement élevées, tant physiques que morales, et sacrifient souvent leur propre vie pour sauver leurs patient-es.

Malgré la guerre et la confrontation quotidienne avec l'ennemi, les personnels médicaux ukrainiens continuent à travailler et à renforcer la ligne de front médicale de l'Ukraine.

Dans ces conditions d'hostilités – malgré les missiles ou les drones au-dessus de leur tête, pendant les explosions, dans les sous-sols, sans électricité ni eau, sous les canons de l'ennemi – il est extrêmement difficile pour les soignant-es militaires et civil-es de travailler. Elles et ils fournissent des soins médicaux et sauvent des vies. Leur travail est un exemple d'une grande force morale.

Il est extrêmement important que les travailleur-ses de la santé d'aujourd'hui ressentent le soutien international. De nombreux médecins étrangers continuent de venir et participent à la fourniture de soins médicaux aux personnes touchées par la guerre.

“ *Soutenir et faciliter pleinement le travail des professionnel-les de santé aurait dû être l'une des tâches essentielles et prioritaires de notre pays.* ”

Soutenir et faciliter pleinement le travail des professionnel-les de santé aurait dû être l'une des tâches essentielles et prioritaires de notre pays. Mais notre État a choisi une autre voie et a réduit les garanties sociales du personnel de santé. Privé de sécurité au travail, il est victime d'arbitraire et de traitements injustes de la part des employeurs, de harcèlement moral, et les garanties sociales ont été réduites sous prétexte de la guerre. Les directeurs d'hôpitaux ont acquis un pouvoir considérable sur les employé-es, simplifiant les mécanismes tels que les licenciements, les réductions de salaire et la privation d'avantages sociaux. Cette situation a considérablement aggravé la pénurie de personnel qualifié.

Lorsque le gouvernement est corrompu et tourne le dos à tout le monde, en particulier aux soignant-es, alors la situation est de pire en

pire. Autrefois, avant la réforme, le personnel médical « apportait une assistance », et maintenant nous « fournissons des services », nous sommes devenu-es du personnel de service. L'attitude envers la profession doit changer, il faut prêter attention aux conditions de travail et aux salaires du personnel médical, au niveau de charge de travail... Nous serons toujours sur le champ de bataille, en temps de guerre comme en temps de paix.

Comment voyez-vous l'avenir de votre lutte pour la maternité de Derajnya ?

C'est devenu impossible, car sans contrat avec le Service national de Santé, personne ne bénéficiera de la maternité. Le budget local ne durera pas, dit-on. Les gens comprennent parfaitement que beaucoup de femmes ayant de faibles ressources n'iront pas en ville, parce que personne ne les y attend... et les enfants naîtront à la maison, avec des conséquences qui peuvent être terribles: il peut y avoir des complications, le décès de nouveau-nés ou de mères, ou un handicap pour les enfants. Quoi qu'on en dise, tout cela arrivera bientôt, dans quelques années. ■

Le 5 octobre 2024

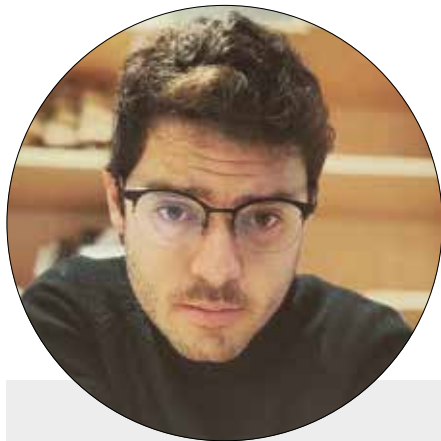


Stratégie écosocialiste en période de turbulences

Pourquoi diable parler d'écosocialisme ? Le socialisme ne cherche-t-il pas déjà à organiser librement et consciemment le métabolisme social ? Les outils classiques de l'analyse marxiste sont-ils incomplets pour faire face à la période historique actuelle ? Quelles sont les implications fondamentales de la crise écologique pour l'organisation et la stratégie socialistes ?

Par
Martin Lallana Santos

Tout au long de cet article, nous tenterons d'aborder certains des éléments centraux qui définissent le champ de la stratégie socialiste en relation avec la crise écologique. La thèse principale que nous défendrons ici est que l'analyse marxiste reste le meilleur outil pour faire face à cette situation qualitativement différente, tandis que la gravité, l'urgence et l'irréversibilité des conséquences imposent des tactiques et des revendications transitoires spécifiques.



Martin Lallana Santos

Martin Lallana Santos est chercheur en écologie industrielle et membre d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale. Il est co-auteur du rapport « Metal recycling. L'alternative à l'exploitation minière ». Il a écrit plusieurs articles sur la crise écologique et la transition écosociale dans des médias tels que les revues *Contexto*, *Papeles* et *Viento Sur*. Traduit par William Donaura.

La question pertinente n'est pas de savoir si le capitalisme sera capable ou non de résoudre la crise écologique, mais comment nous pouvons résoudre la crise écologique à temps et dans les dimensions qui s'imposent tout en avançant dans la construction d'un pouvoir de classe qui soit capable de dépasser le capitalisme. On ne peut pas se contenter de répondre que l'on se préoccupera de la fumée des cheminées seulement quand on aura socialisé les usines. Une stratégie socialiste consciente de la gravité de la crise écologique doit être capable d'intégrer dans son horizon de transformation radicale l'objectif d'éviter l'extinction massive des espèces, la dégradation de la fertilité des sols, l'épuisement de certaines ressources naturelles ou les destructions, à l'échelle mondiale, associées au chaos climatique. Elle doit le faire parce que tous ces phénomènes représentent une atteinte aux conditions qui permettraient à l'ensemble de l'humanité de jouir d'une vie digne. Mais elle doit le faire aussi, et surtout, parce que ces luttes et conflits spécifiques portent en eux la possibilité d'un antagonisme entre la classe ouvrière et le pouvoir capitaliste qui peut être particulièrement fertile pour avancer vers le socialisme. Comme l'écrivaient Joel Kovel et Michael Löwy en 2001 :

« L'écosocialisme conserve les objectifs émancipateurs du socialisme première version et rejette les buts atténués, réformistes, de la social-démocratie et les

structures productivistes du socialisme bureaucratique. Il insiste sur une redéfinition des voies et du but de la production socialiste dans un cadre écologique. » (1)

C'est dans ce sens large que nous entendons l'écosocialisme et c'est à partir de ce cadre que nous estimons

“La question pertinente n'est pas de savoir si le capitalisme sera capable ou non de résoudre la crise écologique, mais comment nous pouvons résoudre la crise écologique à temps tout en avançant dans la construction d'un pouvoir de classe qui soit capable de dépasser le capitalisme.”

urgent et nécessaire d'avancer sur les implications théoriques et stratégiques qui en découlent. À cette fin, dans les pages suivantes, nous passerons en revue des éléments centraux liés à la conceptualisation de la crise écologique, à la crise du capitalisme mondial, aux discussions sur l'État et la planification, aux

exigences transitoires, au temps brisé (2) de la politique et à l'organisation.

Qu'entendons-nous par « crise écologique » ?

À des fins de clarification, il nous semble important de nous arrêter sur la manière dont nous comprenons les scénarios de dégradation écologique massive qui s'annoncent. L'accumulation jusqu'à saturation de rapports, de publications, de reportages et de discours sur

1) Joel Kovel et Michael Löwy, « Manifeste écosocialiste international », 2001, *Cahiers du socialisme*.

2) Le « temps brisé de la politique » et la « politique du temps brisé » font référence à un texte de Daniel Bensaïd, cité plus bas, sur la pensée stratégique de Lénine.



Batterie de la Nissan Leaf, Leaf Drive ElectricTour Washington DC.
© Mariordo Mario Roberto Duran Ortiz – CC BY-SA 3.0

La crise écologique est l'expression de la crise du capitalisme

Dans notre approche, nous concevons la crise écologique comme une succession de crises multiples, qui s'enchaînent et sont interconnectées. Nous sommes confrontés à un scénario où vont s'ajouter des couches de plus en plus complexes. À mesure que s'assèche l'huile qui graisse la circulation du capital, de nombreuses pièces commencent à grincer. Aucun événement ne viendra simplifier l'ensemble du champ politique, aucun élément ne dominera ni ne guidera tous les processus comme ce fut le cas du choc pétrolier. Aussi importants, graves et profonds que soient certains phénomènes, la réalité sera toujours beaucoup plus complexe. Cette approche vise à se distinguer d'une vision linéaire et mécaniste qui culmine dans un moment catastrophique où l'on certifie que le pire est arrivé, et qui correspond à l'image renvoyée par les théories de l'effondrement, de la collapsologie, mais qui alimente également les arguments réformistes.

Cela signifie que la crise écologique ne vient pas simplement s'ajouter à d'autres processus violents du développement capitaliste mais plutôt que la crise écologique est l'expression même de la crise du modèle d'accumulation capitaliste. La chute du taux de profit dans les années 1970 a nécessité l'accroissement de l'exploitation du travail humain et le pillage de la nature, ce qui a été réalisé avec l'introduction du néolibéralisme mondial à la fin des années 1980. Cela explique pourquoi la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la modernité ont été produites au cours des trente dernières années. Ce n'est pas arrivé par inadvertance, et cela n'aurait pas pu être évité sans remettre en cause le capital. Dans ce cadre d'analyse, toute possibilité de résolution de la crise écologique passe nécessairement par une transformation radicale dans le domaine des rapports de production.

Notre stratégie pour répondre à l'accumulation de crises

En même temps, il faut être attentif au fait que chaque crise possède des traits spécifiques, souvent structurés autour de questions qui semblent éloignées des causes écologiques sous-jacentes. Nous pouvons trouver des exemples tels que

cette dégradation sème souvent plus de confusion qu'autre chose. Il n'est pas surprenant qu'actuellement les représentations sociales associent principalement le mouvement écologiste au recyclage, au fait de fermer le robinet en se brossant les dents ou de ne pas jeter de mégots de cigarettes par terre.

Dans la même veine, il est habituel de présenter de fausses solutions, portées par les grandes entreprises, telles que la licorne appelée économie circulaire, la chimère dénommée neutralité climatique ou la voiture électrique comme réponses à un diagnostic catastrophique. Parallèlement, le conte de la transition verte est utilisé pour justifier des processus de réorganisation de l'accumulation capitaliste, impliquant dans de nombreux cas une attaque contre le travail et l'expropriation de territoires. L'une des conséquences logiques est donc la généralisation de la frustration et du rejet de tout ce qui a trait à la soi-disant transition écologique.

Cela ne doit pas conduire à construire un projet socialiste qui esquiverait la crise écologique. Nous devons partir d'une compréhension solide et précise de celle-ci, qui indique les points où le conflit peut éclater en premier. Un cadre d'analyse pour l'aborder se trouve dans le concept de rupture métabolique, déjà

présent dans l'œuvre de Marx : « *une rupture irrémédiable de la continuité du métabolisme social prescrit par les lois naturelles de la vie* ». Ce concept a été exploré par des auteurs tels que John Bellamy Foster (3) et Kohei Saito (4). Dans l'État espagnol, Joaquim Sempere (5) parle d'une triple rupture métabolique, marquée par : 1) le passage d'un système énergétique, basé sur les énergies renouvelables, à un système énergétique basé sur les énergies fossiles, 2) la rupture du cycle biologique de la production alimentaire due à l'introduction massive d'engrais chimiques, et 3) le pillage minéral du sous-sol avec le risque associé d'épuisement des ressources.

“ Il y a une incompatibilité entre le maintien du mode de production actuel basé sur la reproduction élargie du capital et le respect des limites écologiques de la planète. ”

Cette triple rupture conduit à une incompatibilité entre le maintien du mode de production actuel basé sur la reproduction élargie du capital et le respect des limites écologiques de la planète. En même temps, elle fixe des objectifs spécifiques au socialisme, dans l'idée de réintégrer l'activité économique de la société au sein des cycles de régénération des écosystèmes indispensables à la vie. Les conséquences de ce *dépassement des limites biophysiques* constituent ce que nous appelons de manière générique la *crise écologique*. Des aspects spécifiques tels que le changement climatique, la perte de biodiversité ou l'épuisement des sols fertiles en sont quelques-uns des symptômes. Néanmoins, une compréhension solide et précise doit aller beaucoup plus loin.

3) John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Éditions Amsterdam, 2024.

4) Kohei Saito, *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Syllepse et Page 2, 2021.

5) Joaquim A Sempere, *Las cenizas de prometeo: Transición energética y socialismo*, Pasado y Presente, 2018.

l'inflation, la dette ou le tournant autoritaire, qui répondent à des processus propres, mais qui seront de plus en plus influencés par les symptômes de la crise écologique (6). Dans la plupart des cas, nous sommes confrontés à une *expression non environnementale* de la crise écologique. Il est rare qu'elle apparaisse comme quelque chose de pur et d'idéal, avec des liens de causalité clairs. Non pas parce qu'elle est trop floue, mais parce que ces liens n'existent pas. Il n'y a pas une chose appelée crise écologique qui s'ajoute à une autre chose appelée inégalité sociale, à une autre chose appelée exploitation du travail et à une autre chose appelée oppression de genre. La combinaison unique de tous ces éléments est la forme sous laquelle la crise actuelle du capitalisme mondial se présente à nous. Celle-ci doit être comprise comme le résultat du processus historique qui nous a conduits jusqu'ici, et non comme une réalité immuable. Des situations ponctuelles et localisées de rupture des cycles de régénération de la nature ont existé auparavant sous d'autres formes d'organisation sociale. Cependant, ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est le résultat spécifique de processus induits au cours des deux derniers siècles par l'accumulation du capital, tels que la révolution industrielle basée sur les sources d'énergie fossiles, l'impérialisme ou la mondialisation. L'expression et le dépassement de cette accumulation sont donc inséparables de ces processus.

Cela implique que, dans de nombreux cas, les conflits, les explosions et les révoltes sociales qui se produiront à l'avenir ne répondront pas à des revendications purement écologiques ou relatives aux limites biophysiques de la planète. Et dans de nombreux cas, paradoxalement, ce sera précisément dans ces conflits sociaux moins liés narrativement à la crise écologique que nous pourrions trouver les ingrédients nécessaires pour construire des solutions politiques aux causes de la crise. La tâche révolutionnaire consiste donc à savoir comment intervenir dans chacun de ces conflits, en cherchant à introduire une orientation écosocialiste dans leur développement. Dans chacune

de ces crises, des possibilités de rupture s'ouvrent. Par conséquent, les processus de lutte collective qui s'y développent auront une influence sur notre capacité à affronter la crise suivante. Notre conception est celle d'un scénario cumulatif, dans lequel c'est le travail politique et social de chaque phase qui déterminera la capacité de réorganisation de notre monde. C'est précisément l'accumulation de processus dans lesquels de larges masses populaires entrent en conflit qui permettra d'apprendre et d'expliquer les phénomènes globaux qui permettront d'avancer dans la construction d'une alternative.

Enfin, nous considérons que ce processus de dégradation écologique massive et de raréfaction des ressources n'établit en aucun cas des scénarios dans lesquels les possibilités d'une pratique politique émancipatrice et de justice sociale disparaissent. Quelle que soit la gravité de la crise, quelle que soit sa violence, la possibilité et l'obligation de mener une lutte collective pour améliorer les conditions de vie des classes démunies subsisteront.

“*Le capitalisme a surmonté les phases économiques récessives en augmentant la consommation en énergies fossiles.*”

Turbulences économiques

Réintégrer notre métabolisme social dans les cycles de régénération de la nature exige des transformations radicales, à une échelle et à une vitesse qui n'ont guère d'équivalent dans l'histoire récente. Nous parlons de transformations telles que le remplacement de toutes les technologies énergétiques basées sur les combustibles fossiles par des technologies exploitant les sources d'énergie renouvelables, la reconfiguration des dépendances au commerce et au transport internationaux, le développement massif des systèmes de transport public collectif, le démantèlement de l'industrie de la viande et la mise en œuvre d'une réforme agraire agroécologique, le lancement de programmes massifs de protection des écosystèmes, la réhabilitation énergétique des bâtiments, ou encore la réorganisation urbaine et territoriale généralisée. Et tout cela devrait se produire au niveau mondial dans un délai d'à peine trois décennies pour éviter de dépasser les *points de non-retour* qui nous conduiraient à des niveaux de catastrophe inimaginables sur le plan historique.

Cela implique nécessairement que beaucoup, beaucoup de choses doivent changer dans la sphère économique. Cependant, penser ces transformations radicales dans la sphère productive d'une manière volontariste, étrangère à la réalité concrète sur laquelle nous travaillons, est une erreur. Comme le disait Marx dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* :

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants » (7).

Ces mots résonnent avec une acuité particulière à l'heure actuelle, alors que nous ne demanderions pas mieux que de pouvoir faire l'histoire à notre guise. Mais la dynamique d'un capitalisme mondial est celle d'une profonde crise d'accumulation. On ne peut pas ignorer ce phénomène, et encore moins le contourner. La crise prolongée du capital, avec un taux de profit stagnant depuis des décennies, définit le champ dans lequel nous évoluons. Il en résulte une série de conséquences inévitables pour tout projet politique visant à résoudre la crise écologique.

Isidro López et Rubén Martínez, dans leur livre *La solution verte*, mettent en évidence quatre phénomènes qui caractérisent la crise du mode de production à laquelle nous sommes confrontés : 1) une crise de surproduction et une baisse tendancielle du taux de profit, 2) la modération salariale, 3) l'épuisement du changement technologique et de la productivité du travail, 4) l'érosion de l'investissement productif (8). Or, s'il y a une chose qui nécessite une quantité énorme d'investissements productifs, c'est bien la transition écologique. Cependant, notre économie n'est pas mue par des volontés extérieures, mais guidée par une simple loi d'airain : le capital est obligé de produire plus de capital. Dans ce contexte, l'incapacité d'augmenter la productivité du travail par des changements technologiques signifie que la condition préalable à la restructuration capitaliste est de réduire les salaires.

6) Christopher Olk. « No hay estabilidad de precios en un planeta moribundo », *Viento Sur*, 11 octobre 2022.

7) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851.

8) Isidro López et Rubén Martínez, *The Green Solution : Crisis, Green New Deal and Capitalist Property Relations*, La Hidra Cooperativa : Barcelone, 2021.

Dans le même temps, face à la stagnation de l'économie mondiale, le capital a pris un tour de plus en plus rentier en s'orientant massivement vers la finance. Cette évolution renforce la dynamique de pillage et de dépossession. Nous en trouvons des exemples dans des domaines clés pour la reproduction sociale et les possibilités d'existence : c'est la dynamique d'extraction de valeur par les marchés financiers qui définit de plus en plus l'accès au logement, aux produits de base et à l'alimentation. Dans ce contexte, comme l'affirme Javier Moreno Zacarés : « l'accumulation de capital devient, dans une large mesure, un conflit redistributif à somme nulle dans lequel l'investissement fuit vers la sécurité que procure la rente » (9). Le Green New Deal est une bannière regroupant actuellement des projets néokeynésiens qui tentent de relancer

l'investissement productif en détournant le capital des mains de la finance. Cela paraît toutefois assez compliqué, au vu des énormes difficultés à relancer un cycle d'accumulation expansionniste dans un avenir proche. Le problème sous-jacent est qu'il n'y a pratiquement pas de perspective de rentabilité pour alimenter un tel cycle à partir de la sphère de la production. L'inefficacité des politiques d'assouplissement quantitatif (10) des banques centrales, qui n'ont pas eu d'effet stimulant, en est la preuve.

Cette incapacité à relancer une expansion économique est d'autant plus problématique qu'il est urgent de transformer en profondeur les technologies de l'énergie. Ce que l'on appelle la transition énergétique renvoie, en fait, à une véritable révolution technologique,

9) Javier Moreno Zacarés, « Euphoria of the Rentier? », *New Left Review*, n° 129, mai/juin 2021, pp. 47-67.

10) Ces politiques conduisent à injecter massivement de la monnaie dans l'économie et sont censées relancer l'investissement privé. On peut aussi parler dans ce cas de « facilités de prêt », NDT.

11) Andreas Malm, « Long Waves of Fossil Development: Periodizing Energy and Capital », *Mediations*, Volume 31, n° 2, printemps 2018, pp. 17-40.

12) Daniel Albarracín Sánchez, « Controversias socioeconómicas sobre la tecnología: ¿Una nueva onda larga expansiva gracias a la revolución digital? », *Revista Internacional De Pensamiento Político*, volume 17, n° 1, pp. 435-456.

encore plus importante que celles qui ont eu lieu précédemment dans l'histoire. Mais là encore, on constate que ces transformations ne se font pas non plus au hasard. Dans ses recherches sur les ondes longues du développement des énergies fossiles, Andreas Malm souligne à quel point le capitalisme a surmonté les phases économiques récessives en augmentant la consommation en énergies fossiles (11). On connaît les développements technologiques associés à chaque source d'énergie, mais le développement massif qui les place en position dominante se produit dans la phase ascendante d'un cycle économique. Or, passer d'un système énergétique basé sur les énergies fossiles à un système basé sur les renouvelables suppose des changements substantiels dans le fonctionnement que le mode de production capitaliste connaît depuis deux

siècles. Face à ce constat, Malm souligne : « La question qui se pose alors est de savoir si l'accumulation du capital en général et une phase de nouvelle expansion en particulier sont compatibles avec une utilisation exclusive du soleil, du vent et de l'eau ».

Dans la même veine, Daniel Albarracín estime que la relance d'un cycle expansif qui conduirait à un changement substantiel du modèle productif ne se fera que si le capital en espère des profits (12). Et cela, dans les circonstances actuelles, ne semble possible qu'à travers une formi-

dable intensification de l'exploitation et la marchandisation de nouvelles sphères de la vie. En d'autres termes : une plus grande exploitation des forces de reproduction, un plus grand pillage des ressources naturelles et de plus grandes inégalités.

Tous ces éléments complexifient le terrain économique sur lequel nous évoluons et rendent caduques tous les projets politiques qui tentent de naviguer dans ces turbulences sans assumer une stratégie de rupture avec le capital. La crise écologique s'inscrit dans le cadre de la crise actuelle de l'accumulation, dont elle restreint plus encore les limites et accroît l'urgence d'en sortir. Prétendre la résoudre dans le cadre capitaliste, au-delà du fait que c'est probablement impossible, nous fait perdre un temps précieux. Pour autant, le fait qu'il soit impossible de la résoudre n'implique pas que nous n'allons pas connaître de multiples tentatives de remettre à flot le capitalisme en essayant de le verdir... Comme l'affirment Isidro López et Rubén Martínez :

« Au fond de toutes les stratégies, réglementations et projets, il y a le même problème à résoudre : l'extraction de la plus-value et le pillage des ressources naturelles, de l'énergie et du travail humain non rémunéré sont entrés dans une spirale d'escalade des coûts et parfois de non-viabilité qui met en péril la reproduction élargie du capital. Depuis plusieurs décennies, ce processus produit plus de coûts que de bénéfices pour la majorité de la population mondiale. L'une des expressions de cette forme négative de valeur à laquelle le capitalisme historique est parvenu est le réchauffement climatique, qui menace la vie sur terre, mais qui est

“ La tâche révolutionnaire consiste donc à savoir comment intervenir dans chacun de ces conflits, en cherchant à introduire une orientation écosocialiste dans leur développement. ”



Paris, le 5 décembre 2019, manifestation et grève contre le projet de loi sur les retraites de Macron © Photothèque Rouge / Copyright : JMB.

avant tout une menace pour l'accumulation capitaliste elle-même. C'est précisément face à l'impossibilité de maintenir le taux de profit à flot et face à la matérialisation évidente des contradictions capital-nature que les forces capitalistes avancent leur solution verte ».

Le projet d'un écosocialisme révolutionnaire doit être capable de se distinguer des fausses solutions, de comprendre les limites imposées par la recherche incessante de l'accumulation du capital, et de formuler des réponses de rupture capables de les dépasser.

État capitaliste et planification

L'ampleur et l'urgence de la crise écologique remettent l'État et la planification au centre du débat politique. L'ampleur et la rapidité des transformations nécessaires rendent de plus en plus évidente l'inadéquation des solutions de marché. En juillet 2021, un article d'opinion du *Financial Times* affirmait :

« La lutte contre le changement climatique nécessite la transformation d'au moins cinq systèmes d'approvisionnement : l'énergie, les transports, les bâtiments, l'industrie et l'agriculture. Le mécanisme des prix a du mal à coordonner une transformation rapide à cette échelle. [...] »

Quelle est l'alternative ? Au lieu d'attendre après le marché, une agence de planification – dont la composition et la responsabilité doivent être soigneusement examinées – devrait formuler des plans pour chacun des cinq systèmes, qui devraient ensuite être traduits en critères à l'échelle de projets pour des investissements durables » (13).

Cependant, les références historiques auxquelles se réfère l'article ne sont pas le Gosplan soviétique ou le projet chilien Synco, mais le *New Deal* américain et le Plan Monnet français (14). Il ne s'agit donc pas d'une planification économique démocratique permettant d'organiser la production et la reproduction de la vie d'une manière libérée des impératifs du capital. Il s'agit d'une planification dite *indicative*, respectueuse du marché et subordonnée aux intérêts des fractions dominantes du capital, qui met d'énormes quantités de ressources publiques au service de l'accumulation. On parle là de la mise en œuvre d'un ensemble de politiques publiques plus ou moins ambiguës, avec une boîte à outils constituée principalement d'investissements publics, de réglementation et du trio de politiques fiscales, monétaires et industrielles. Cette approche de plus en plus répandue est au

cœur de nombreuses propositions politiques pour la transition écologique. Il n'est pas question ici d'analyser les approches développées directement par les valets de la bourgeoisie, comme le *Green Deal* de l'Union européenne. Mais il est, en revanche, intéressant de questionner les hypothèses qui sous-tendent les divers projets à gauche concernant la place de l'État et ses marges de manœuvre dans la transition écologique.

Développer massivement les transports publics, mener une réforme agraire agroécologique et augmenter les emplois publics dévolus à la prévention des incendies sont trois propositions partagées par les forces de gauche conscientes de la gravité de la crise écologique. Et pour rendre cela possible, en passer par le pouvoir de l'État est en général une évidence. Le risque de cette forme de logique est de très vite tomber dans un fétichisme de l'État. Ainsi, l'appareil d'État capitaliste est présenté comme un outil neutre dans lequel il faudrait s'impliquer pour transformer la société. Notre tâche pour la mise en œuvre d'une transition écologique socialement juste serait donc de gagner suffisamment de positions institutionnelles pour pousser à de telles transformations depuis l'intérieur de l'appareil d'État. Dans cette hypothèse, les mouvements sociaux, les syndicats et les expériences d'auto-organisation peuvent être utiles certes, et il est bon qu'ils et elles existent, mais l'essentiel et la priorité se trouvent dans la compétition électorale.

Une stratégie politique écosocialiste doit se distancier de ces conceptions et partir d'une compréhension de la nature de l'État capitaliste actuel. L'État n'est pas un ensemble d'institutions neutres qui peuvent être occupées et utilisées à n'importe quelle fin. D'une manière générale, l'État a pour fonction d'agir comme un capitaliste collectif : il préserve les intérêts de l'accumulation du capital dans son ensemble, même si cela va momentanément à l'encontre des intérêts de secteurs capitalistes spécifiques. Il y a aussi deux éléments concrets qui déterminent considérablement les marges de manœuvre de l'État aujourd'hui : la crise de rentabilité du capitalisme mondial et le degré d'internationalisation des circuits d'accumulation. Cela affaiblit sérieusement la

stratégie qui confie la transformation de la société uniquement à un État fort qui domine le marché et assure la redistribution des richesses.

L'auto-organisation de la classe comme stratégie

Et, fondamentalement, ce n'est pas tant l'arithmétique parlementaire qui détermine l'ambition des politiques publiques qui peuvent être menées à un moment donné que les rapports de production capitalistes. En définitive, le juge de paix n'est pas l'État mais la loi de la valeur. La social-démocratie verte a donc besoin que le capital se porte bien pour pouvoir mettre en œuvre son programme. Alors qu'elle se présente comme la seule option réaliste capable de répondre à l'urgence de la crise écologique, elle utilise une boîte à outils avec laquelle il est difficilement possible d'opérer les transformations nécessaires. Ainsi, une étude récente souligne qu'une réduction du temps de travail sans rupture

avec l'accumulation capitaliste nécessiterait une gouvernance qui garantisse le taux de profit du secteur privé et la stabilité macroéconomique (15). Le refus du conflit implique donc un compromis avec le capital et néces-

sité d'assumer la gestion de la misère produite par le néolibéralisme, ou toute autre forme spécifique que prend le capitalisme à un moment donné. Et, tant dans le présent que, de façon prévisible, dans le futur, nous n'allons pas rencontrer un nouvel âge d'or du capitalisme qui nous permette de mettre en œuvre un solide programme de réformes écosociales (16)

“ *La social-démocratie verte a besoin que le capital se porte bien pour pouvoir mettre en œuvre son programme.* ”

13) Max Krahé, « For sustainable finance to work, we will need central planning », *Financial Times*, 11 juillet 2021.

14) Le plan Monnet ou premier Plan de modernisation et d'équipement est un plan quinquennal de reconstruction et de modernisation du gouvernement français après la fin de la Seconde Guerre mondiale centré sur les principales ressources nécessaires à l'économie du pays.

15) Basil Oberholzer, « Post-growth transition, working time reduction, and the question of profits », *Ecological Economics*, 206, 107748, 2023.

16) Nous avons choisi le terme « écosocialiste » quand l'auteur fait référence aux courants politiques qui se revendiquent de ces analyses et le terme « écosociales » quand l'auteur fait référence à des revendications ou des mesures. Dans ce second sens le terme vient remplacer « sociales », d'usage plus habituel, NDT.

par l'État sans épisodes de violents conflits et de rupture.

Cela doit nous conduire à baser notre stratégie écosocialiste sur un projet politiquement et organisationnellement autonome vis-à-vis de l'État. Un projet qui mette au centre de nos tâches politiques les expériences d'auto-organisation de la classe ouvrière tout en maintenant, à chaque instant, un horizon de rupture révolutionnaire. Dans ce cadre, il n'y a pas de place pour les raccourcis politiques et intellectuels : ce qui ouvrira la moindre possibilité de réaliser des transformations radicales pour remédier à la crise écologique se trouve dans la force des expériences de pouvoir populaire extra-institutionnel. La faiblesse dont nous partons ne change rien à cette réalité. Dans le même temps, ce projet doit être en capacité de montrer les limites de la gestion de l'État capitaliste afin de rendre évidente la nécessité de son dépassement.... Car c'est précisément lorsque les capacités de l'ancien appareil d'État sont paralysées, disloquées et incapables de remplir leur fonction qu'émerge la légitimité des structures et institutions autonomes, grâce auxquelles les classes populaires répondent démocratiquement aux tâches et aux besoins quotidiens, asseyant ainsi leur autorité sociale.

Il existe plusieurs façons d'orienter au maximum l'action de l'État dans un sens écosocial. Celles qui nous intéressent le plus sont les revendications transitoires capables de rassembler la plus grande force sociale, politique et organisationnelle. La gratuité d'un service public ou l'expropriation de grands propriétaires immobiliers, par exemple, peuvent être obtenues par des initiatives législatives ou par un processus d'auto-organisation, de mobilisation et d'affrontement soutenu dans le temps. Dans le premier cas, l'échec de l'initiative sera un fait divers. Dans le second cas, en revanche, le succès comme l'échec signifieront un renforcement du pouvoir de la classe ouvrière, une augmentation de sa légitimité et une base d'ap-

17) Mark Engler y Paul Engler, « Las reformas no reformistas de André Gorz », *Jacobin Latinoamérica*, 25 juillet 2021.

18) Ernest Mandel, « En défense de la planification socialiste », *Quatrième Internationale* n° 25, septembre 1987.

19) Cibcom, « Cerrar la fractura: por una planificación ecológica del metabolismo universal », *Jacobin Latinoamérica*, 18 février 2023.

20) V.I. Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, septembre 1917.



Manifestation en Galice contre le projet Altri. ©Europa Press.

prentissage fertile sur laquelle construire les expériences futures. Il serait faux, pour autant, de tirer un trait d'égalité entre la victoire ou la défaite du mouvement. Mais l'existence d'un tel processus assure la survie de fondations sur lesquelles reprendre et renforcer l'émancipation. La lutte pour des réformes dans le cadre de l'État ne disparaît donc pas de notre stratégie. Mais ce doit être une lutte pour des réformes qui visent à affaiblir l'équilibre du système, à aiguïser ses contradictions, à intensifier ses crises et à porter la lutte des classes à des niveaux de plus en plus intenses (17).

Tout cela doit nous aider à reconstruire, à partir du conflit, les imaginaires d'un avenir radicalement différent. Cela doit nous aider à reprendre la question de l'autogestion, de la planification et de la démocratie socialiste (18). On doit rejeter les limites étroites d'une planification fondée sur des politiques publiques qui ne rompent pas avec l'accumulation capitaliste. Enfin, on doit désigner le marché comme le parasite qu'il est et montrer l'actualité, la viabilité et l'efficacité des méthodes avec lesquelles nous pourrions organiser démocratiquement la production et la reproduction dans un modèle écosocialiste (19).

Revendications transitoires et temps brisé de la politique

« [Tous] reconnaissent que la catastrophe est certaine, qu'elle est immi-

nente, qu'il faut la combattre énergiquement, que le peuple doit faire des "efforts héroïques" pour conjurer le désastre, etc. Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde l'affirme. Et l'on ne fait rien » (20) écrivait Lénine en septembre 1917. Les comparaisons historiques hors contexte sont à proscrire dans la plupart des cas. Cependant, dans ce cas, nous pouvons nous inspirer d'un point commun : le moment où la perspective révolutionnaire apparaît comme la solution la plus logique. Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, nous sommes bien conscient-es des actions à entreprendre immédiatement pour remédier aux causes de la crise écologique, mais

“ Notre stratégie écosocialiste doit mettre au centre de nos tâches politiques les expériences d'auto-organisation de la classe ouvrière tout en en maintenant, à chaque instant, un horizon de rupture révolutionnaire. ”

nous constatons jour après jour que rien ne se passe alors que la catastrophe est imminente. Cette inaction, souvent dénoncée comme un manque de volonté politique de la part des gouvernants, est une démonstration de l'incapacité structurelle de la gestion institutionnelle à aller à l'encontre de la dynamique de l'accumulation capitaliste. En même temps, la conception majoritairement partagée de la politique la réduit à sa dimension institutionnelle. La combinaison de tous ces éléments ouvre un espace de lutte au sein duquel le manque de compréhension des limites que rencontre l'action de l'État nous fournit un terrain fertile

dans lequel les expériences organisationnelles écosocialistes peuvent croître et se renforcer.

Par conséquent, l'une des tâches stratégiques d'une organisation écosocialiste est d'identifier les revendications qui sont largement comprises et partagées à une échelle de masse et qui, à certains moments de la crise, peuvent favoriser l'organisation et la mobilisation de masse. Dans de nombreux cas, il s'agira de revendications visant à arracher des transformations à l'État capitaliste tout en affaiblissant sa domination et en renforçant les structures de la classe. Il s'agit par exemple d'un régime salarial plus favorable, de l'expropriation d'un secteur stratégique ou de l'amélioration des services publics. Cela n'est pas en contradiction avec l'objectif de construire un projet doté d'une autonomie politique et organisationnelle par rapport à l'État, tant que les expériences de pouvoir populaire restent prioritaires. Il s'agit précisément d'identifier les interstices les plus propices au développement de conflits qui défendront un programme de rupture écosocialiste.

L'écologie comme lieu de confrontation avec le capital

En ce sens, la crise écologique nous offre un large éventail de possibilités, une chaîne aux maillons rouillés à laquelle s'attaquer, des dizaines de moments où les contradictions sont criantes entre l'ampleur de la catastrophe et les limites de la gestion capitaliste, et où la révolution peut émerger comme la solution logique. Nous pensons à ces moments où le conflit entre la vie et le capital est ressenti avec le plus d'acuité, ceux dans lesquels les fausses solutions d'une gestion verte et bienveillante du néolibéralisme seront perçues avec plus de clarté. Plus précisément, nous pouvons mettre en évidence trois domaines d'intervention prioritaires. Premièrement, les secteurs du monde du travail qui seront sérieusement affectés par la réorganisation de la production industrielle dans les années à venir. Nous pouvons parler en particulier de l'industrie automobile, dont il est peu probable qu'elle continue à fonctionner comme avant au cours de la prochaine décennie. Deuxièmement, les conflits liés aux conditions qui rendent possible la reproduction sociale, depuis l'approvisionnement de base, l'alimentation, le logement et les services publics – éléments fondamentaux

pour l'organisation de la vie quotidienne – jusqu'aux corps eux-mêmes des travailleurs de la reproduction sociale et du soin (21). Il s'agit donc de conflits dans le cadre de la lutte contre l'inflation et l'endettement, mais aussi dans des domaines de l'exploitation comme le travail domestique. Troisièmement, des brèches sont ouvertes par les dynamiques de dépossession territoriale et de marchandisation des ressources naturelles. C'est dans ce cadre que nous situons les conflits nés des nouvelles vagues extractives, de la marchandisation de l'accès aux biens communs et de la reconfiguration territoriale du capital fossile.

Saisir les occasions

Ce faisant, le projet écosocialiste doit être capable de proposer des futurs meilleurs, enthousiasmants et porteurs d'espoir. Tout en disant clairement que les améliorations immédiates dans la vie des classes populaires ne peuvent se faire sans accepter la gravité de la situation et les limites biophysiques de la planète. Nous devons articuler trois éléments clés dans notre discours : 1) les formes collectives de satisfaction des besoins sociaux, 2) la redistribution et la valorisation de la prise en charge du soin, et 3) des conquêtes concernant le temps libre et les formes de travail non aliénantes. On doit opposer ce discours à la désaffection actuelle et à la conviction que tous les futurs possibles seront pires qu'aujourd'hui, ce qui alimente des discours stériles ou carrément réactionnaires.

Toutes ces tâches doivent être menées à bien sans tomber dans ce que nous pourrions appeler un *écosocialisme hors du temps* : un écosocialisme qui fait confiance à l'accumulation incrémentale de petites victoires pour rendre possible la transformation radicale et urgente de la société que la crise écologique nous impose. Si nous croyons à la gravité du diagnostic, nous ne pouvons pas conce-

voir les décennies à venir comme un long fleuve tranquille. Au contraire, nous sommes confrontés à des temps brisés, pleins de nœuds, de bifurcations et de virages serrés. Comme l'a souligné à juste titre Daniel Bensaïd, le temps brisé de la stratégie léniniste est un temps rythmé par la lutte et interrompu par la crise (22). Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte de la crise écologique. Les points de non-retour du changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes ou la combinaison des inégalités sociales et de la rareté des ressources sont des expressions de la crise écologique qui impliquent un avenir proche marqué par les turbulences et l'instabilité. C'est précisément dans ce temps brisé de la politique que nous avons une chance minimale de réaliser les transformations nécessaires à une solution socialement juste à la crise écologique. La radicalité du diagnostic doit coïncider avec la radicalité de la pratique politique. À un siècle de distance, nous devons lire les derniers rapports du GIEC, qui parlent de réductions drastiques

des émissions de CO₂ en seulement trois décennies, en parallèle des annotations de Lénine dans lesquelles il déclarait « La gradualité n'explique rien sans les sauts. Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! »

Nous devons travailler sans relâche ici et maintenant, intervenir dans les conflits qui s'annoncent, renforcer patientement les expériences organisationnelles,

acquérir une légitimité sociale par une pratique concrète ancrée dans le territoire. Mais nous devons aussi rester ouverts à l'improvisation des événements, conscients que c'est précisément dans les

“ C'est précisément des moments de crise, comme une sécheresse prolongée ou une hausse des prix de l'énergie, que nous pouvons profiter pour faire avancer avec force des revendications transitoires, largement comprises et défendues, qui permettent des sauts qualitatifs dans l'organisation et la mobilisation des classes populaires. ”

21) Stefania Barca, « Fuerzas de reproducción. El ecofeminismo socialista y la lucha por deshacer el Antropoceno », *Viento Sur*, 30 décembre 2022.

22) Daniel Bensaïd, « Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! », *Inprecor*, n° 716, janvier 2024. Article initialement publié en 2002 dans la revue *International Socialism*.

moments de crise que s'ouvrent les possibilités de rupture révolutionnaire. C'est précisément des moments de crise, comme une sécheresse prolongée ou une hausse des prix de l'énergie, que nous pouvons profiter pour faire avancer avec force des revendications transitoires, largement comprises et défendues, qui permettent des sauts qualitatifs dans l'organisation et la mobilisation des classes populaires. Mais aussi des crises où le mécontentement et la rage sociale accumulés s'expriment sous forme d'explosions spontanées, sous forme de révoltes, massives mais sans horizon politique défini ni structures intermédiaires qui iraient au-delà de ce qui est nécessaire pour mobiliser ou faire face aux défis immédiats. En ce sens, la stratégie écosocialiste doit également être en mesure de répondre à la question de savoir comment transformer la forme-révolte et les crises organiques qui suivront et s'intensifieront dans le cadre de la crise écologique en crises révolutionnaires, dans lesquelles de larges masses agissent consciemment en confrontation avec le pouvoir existant et en vue de la construction de leur propre pouvoir populaire.

Organisation et stratégie écosocialiste

Quelles sont donc les nouveautés spécifiques que la crise écologique introduit dans la stratégie socialiste ? Fondamentalement, la nouveauté réside dans le rythme et l'urgence imposés par la gravité du diagnostic. Comme l'affirment Kai Heron et Jodi Dean :

« Nous n'avons plus le luxe de la spontanéité. Pour éviter que le changement climatique n'intensifie l'oppression et n'accélère l'extinction, nous devons créer et rejoindre des organisations capables de relever le défi d'une pensée et d'une action transitoires. » (23)

Le fil conducteur de la politique révolutionnaire de ce siècle doit être d'assumer les tâches qui découlent de l'urgence écosociale. Dans ce sens, nous pouvons schématiquement esquisser trois grands cadres au sein desquels penser les tâches politiques du présent. Ces trois cadres sont inséparables et ne peuvent être compris isolément, ils doivent donc être abordés ensemble et se nourrir les uns des autres.

23) Kai Heron et Jodi Dean, « Leninismo climático y transición revolucionaria. Organización y antiimperialismo en tiempos catastróficos », *Viento Sur*, n° 183, 16 août 2022.

Premièrement, la construction d'organisations socialistes adaptées aux stratégies de rupture révolutionnaire. Il faut partir du principe qu'il s'agit d'un combat de très longue haleine. En effet, on ne devrait plus parler de *lutte écologique*. Mais plutôt de la façon dont la crise écologique détermine et conditionne désormais tout le scénario de la lutte politique émancipatrice, elle doit être l'air que nous respirons

tou-tes. À partir de là, nous devons être conscient-es que nous avons besoin de bien plus que trois ou quatre manifestations de masse, et de mouvements spontanés qui apparaissent et disparaissent en un clin d'œil. Nous avons besoin de structures organisationnelles stables. Des espaces collectifs dans lesquels nous pouvons mener des réflexions stratégiques qui nous permettent de comprendre les raisons des victoires et des défaites que nous allons accumuler. Des lieux à partir desquels promouvoir de nouvelles initiatives, grâce auxquels renforcer les luttes et dans lesquels se réfugier dans les phases de recul. Assumer cet engagement militant sera essentiel pour affronter l'avenir.

Deuxièmement, accepter de composer et d'improviser sur la pratique. Les diagnostics de la crise écologique ne nous fournissent pas une image claire de ce que sera le futur proche. La complexité des processus biophysiques et l'imprévisibilité des processus

sociaux induisent des conséquences qui ne sont pas mécaniques. Cependant, même si nous n'avons pas de boule de cristal, nous en savons assez sur la gravité de la crise écologique pour pouvoir nous y préparer et agir avec audace politique lors des multiples crises et conflits qui s'annoncent. Nous savons que dans un avenir proche, les incendies massifs, les sécheresses, les crises énergétiques, les crises alimentaires, les faillites

et licenciements massifs, la création de millions de réfugiés climatiques, sont des situations qui vont advenir. À partir de là, nous devons anticiper, planifier et tirer parti des convulsions de l'avenir pour recueillir un soutien massif en faveur de nos propositions

de transformation radicale de la société. Renforcer l'organisation des syndicats agraires de gauche dans les endroits qui seront les plus touchés par la sécheresse, construire la confiance entre les travailleur-ses et les organisations politiques sur la base de propositions de reconversion des industries dont on sait qu'elles vont fermer, préparer des campagnes et des actions qui puissent être déployées rapidement face aux futurs incendies et diriger la rage accumulée vers les entreprises d'énergie fossile. C'est plus facile à dire qu'à faire, mais nous devons passer à la pratique pour acquérir de l'expérience. Une gymnastique révolutionnaire pour le temps brisé de la crise écologique.

“ Nous devons faire en sorte que l'écologie ne soit plus une lutte sectorielle, ce qui implique que les collectifs, organisations et mouvements « purement » écologistes n'aient pas le monopole de l'organisation concernant la question écosocialiste. ”

La qualité de l'air à São Paulo figure dans le classement des trois villes les plus polluées du monde. © Flickr



Troisièmement, nous devons faire en sorte que l'écologie ne soit plus une lutte sectorielle. Comme nous l'avons dit, la crise écologique détermine et conditionne tout le scénario de la lutte politique émancipatrice. Il faut donc cesser de l'envisager comme s'il s'agissait d'une lutte sectorielle, et l'aborder dans toute son ampleur et sa complexité. Cela implique que les collectifs, organisations et mouvements « purement » écologistes n'aient pas le monopole de l'organisation concernant la question écosocialiste.



Grève pour le climat à Berlin le 25 janvier 2019.
© Leonhard Lenz - Own work, CC0

L'objectif est de promouvoir et de construire un bloc écosocialiste populaire. Et on ne parle pas d'une alliance morale ou d'une liste inopérante d'acronymes. La raison d'agir ensemble réside dans la réalité complexe à laquelle nous sommes confronté-es. Si les fonds d'investissement qui dominent les grandes compagnies pétrolières sont les mêmes que ceux qui réalisent une part importante de leurs profits dans le secteur immobilier, un encadrement strict des loyers et l'expropriation des logements des spéculateurs constituent un pas en avant dans la lutte contre le changement climatique. Pour cette raison et pour bien d'autres encore.

Les tâches des révolutionnaires

Cela doit se faire de manière non sectaire, en comprenant les difficultés de la situation sociale, politique et organisationnelle d'où nous partons. Deux voies fondamentales en découlent. D'une part, les militant-es et les groupes écosocialistes doivent s'immerger dans les processus de base du conflit, mettre les mains dans le cambouis et collaborer à la construction d'un tissu de résistance populaire, marqué par une grande hétérogénéité et des niveaux de conscience inégaux. Le militantisme écosocialiste doit être compris au sens léniniste, comme le fait d'être un ou une « *tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir* » (24). Avoir une compréhension élaborée de la crise écologique et des moyens de la combattre ne s'oppose pas au fait de s'impliquer et de renforcer

une lutte de quartier contre l'extension d'un aéroport ou d'un incinérateur. Pour gagner en légitimité, il faut cultiver tous les terrains, et « *profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat* ».

D'autre part, nous devons établir et renforcer les alliances entre les différents espaces qui constitueraient ce bloc écosocialiste populaire. Nous soulignons trois éléments qui devraient être présents dans la construction de ces alliances :

1) Des espaces stables de coordination entre des organisations qui assument une stratégie de rupture. Au-delà des événements ponctuels, il s'agit de maintenir des espaces de rencontre où se construisent la confiance, l'expérience et la reconnaissance des apports de chacun. Pourquoi entre organisations qui assument une stratégie de rupture ? Parce qu'il faut partir d'un minimum de clarté stratégique sur la nécessité de dépasser le capitalisme pour que ce type d'espace soit vraiment utile.

2) Discussion stratégique. Nous ne pouvons pas continuer à réfléchir de manière obsessionnelle à ces questions dans un quasi-isolément. Nous avons besoin de mettre en commun nos discussions stratégiques entre militant-es et activistes de multiples organisations, espaces et mouvements. Nous avons besoin de partager nos doutes et d'intégrer les propositions et les expériences d'autres personnes organisées. Nous devons identifier collectivement les lacunes que nous ne parvenons pas à combler et les fronts politiques que nous devons renforcer.

3) Unité d'action, diversité des tactiques.

En nous appuyant sur les tâches et les outils susmentionnés, nous devons être capables de frapper ensemble à partir de différents fronts. Pour prendre un exemple concret, être capable de réagir conjointement dans une situation de crise énergétique implique : des revendications transitoires aux institutions pour assurer la gratuité des transports publics et la garantie d'un approvisionnement de base dans les foyers, des campagnes pour coordonner le non-paiement des factures d'énergie, des occupations et actions de désobéissance civile au siège des compagnies d'électricité, des grèves du travail dans les services d'autobus urbains...

Ces notes, probablement incomplètes et manquant de précision, devront être examinées et mises à jour sur la base des résultats de l'expérience concrète. Comme toujours, nous avons peu de certitudes quant au succès de la lutte des classes. La crise écologique, cependant, établit un élément qui ne fait aucun doute : nous n'entrons pas dans des décennies de calme plat, de sorte que la stratégie socialiste de ce siècle devra naviguer à travers des périodes de turbulences extrêmes. Avec, comme toujours, des risques importants. Mais cela permet aussi d'ouvrir sans cesse le champ des possibles. Chaque lutte, chaque conflit, chaque expérience de pouvoir populaire sème la graine des suivantes. La stratégie écosocialiste doit donc se lancer sur cette mer agitée et s'atteler résolument aux tâches révolutionnaires de ce moment historique. ■

Le 19 juin 2024

24) V.I. Lénine, *Que faire ?*, 1902.

Portrait du militant en penseur (et réciproquement)

À l'occasion de la publication du livre de Darren Roso sur Daniel Bensaïd, Isabelle rappelle l'apport de ce dernier au marxisme et ses conceptions qui articulent théorie et pratique et pensent les contradictions de notre temps.

Par
Isabelle Garo

À plus d'un égard, ce livre est un événement. Non seulement parce qu'il va permettre au public anglophone de découvrir la pensée de Daniel Bensaïd, dans toute sa complexité et sa richesse, mais aussi parce que c'est le premier ouvrage de cette ampleur et de cette rigueur, qui donne sa vraie place à un auteur trop méconnu, y compris en France. Cette place est singulière, surtout de nos jours : c'est celle d'un théoricien marxiste et militant politique, pour qui marxisme et révolution sont les deux noms et les deux composantes d'un même élan historique, jamais achevé mais jamais brisé. Interrompue prématurément, la trajectoire de sa pensée se poursuit et ce beau livre peut être lu comme la preuve de sa fécondité durable.

Qu'on partage ou non toutes les options politiques de Daniel Bensaïd, dont le livre de Darren Roso restitue l'histoire dans le contexte politique des années 1960 jusqu'aux années 2010, l'actualité de sa démarche s'impose à ceux qui se préoccupent de se débarrasser du capitalisme, avant qu'il ne détruise les humains et la planète. Cette actualité consiste à penser l'histoire comme une série de bifurcations, jamais fatales mais jamais aléatoires, modifiant les circonstances par l'action humaine qui en résulte

sans jamais s'y dissoudre. Elle consiste aussi et surtout à aborder la politique comme art stratégique, nouant la pensée à l'action et l'histoire passée au moment contemporain, sans les confondre ni les disjoindre. Pareille approche est plus que jamais actuelle : la crise de la gauche en général et des gauches radicales en particulier, partout dans le monde, prouve à quel point le renouvellement de la réflexion stratégique, théoriquement informée et politiquement offensive, est d'une urgence absolue. Et le chantier est énorme.

Aussi hostile à la dogmatisation politique du marxisme qu'à sa stérilisation académique, refusant la division du travail

révolutionnaire entre théoriciens patentés et praticiens zélés, Daniel Bensaïd est l'un des rares marxistes de notre temps à avoir repris le flambeau du marxisme politique, c'est-à-dire politiquement impliqué et politiquement agissant, assumant le risque de l'erreur et de l'impasse. En ces sombres temps, qui

sont ceux de la crise du capitalisme autant que des alternatives au capitalisme, et alors que le marxisme peine depuis plusieurs décennies à s'articuler aux luttes politiques et sociales concrètes, on peut considérer que Daniel Bensaïd s'inscrit dans la filiation des grand-es militant-es-théoricien-nes, des Rosa Luxemburg et Antonio Gramsci, pour ne mentionner que ces deux noms, et cela alors même que les

“ *Le salarié rend seul possible l'accumulation capitaliste tout en s'efforçant de résister aux conditions qui lui sont imposées. C'est de ce foyer toujours vif que surgit toujours le refus d'un mode de production fondé sur la domination de classe et l'exploitation du travail d'autrui, sur l'écrasement de toutes les capacités.* ”



Isabelle Garo

Isabelle Garo, militante et philosophe française, est l'autrice entre autres de *Communisme & stratégie* (Amsterdam, Paris, 2019) et *L'Idéologie ou la pensée embarquée*, La Fabrique, Paris, 2009. Cet article est la préface au livre de Darren Roso, *Daniel Bensaïd, From the Actuality of the Revolution to the Melancholic Wager*, Brill (*Daniel Bensaïd, de l'actualité de la révolution au pari mélancolique*), à paraître en français. Intertitres de la rédaction. © Grundrisse

conditions de l'intervention politique ont bien entendu radicalement changé.

Une période sombre

Car c'est peu dire que les circonstances historiques du moment sont défavorables au marxisme et à la révolution, à cette activation mutuelle de la pensée et de l'intervention dont Daniel Bensaïd était le partisan infatigable. Désormais, l'abolition du capitalisme, faute de s'être développée en projet de masse, en alternative crédible, a laissé place à la crise aggravée de ce même capitalisme, dans toutes ses dimensions. L'espoir de son possible dépassement menace de sombrer dans le chaos montant des inégalités toujours croissantes, dans les spasmes guerriers et le heurt des impérialismes, dans la représ-

sion des migrant-es, des chômeur-ses, des militant-es politiques et syndicaux, dans le saccage de l'environnement, etc. Les crispations identitaires et racistes ont accompagné comme leur ombre le recul des solidarités, de l'esprit critique et des luttes de classes, qui sont les conditions et le terreau de cette critique, en actes comme en idées.

Il est donc bien logique que cette crise approfondie, qui touche toutes les dimensions de la vie collective et individuelle, ait dégradé les outils de sa compréhension globale et jusqu'aux esquisses d'alternatives sociales et politiques, même les plus consensuelles, les plus benoîtement redistributives, tandis que se défaisaient, en partie sous le poids de leurs propres contradictions, les diverses composantes du mouvement ouvrier et que s'éparpillaient durablement les forces émancipatrices. Il faut rappeler que, dès les années 1970, alors que le discours postmoderne s'employait à esthétiser l'impuissance en fuite rebelle, se constituait l'idéologie néo-conservatrice, véritable doctrine de la guerre de classe, sans merci, équipée d'une vision d'ensemble et d'une stratégie globale imperméable au scepticisme montant à gauche.

Penser les contradictions pour recommencer

Un tel tableau pourrait conduire à juger obsolète tout combat émancipateur, s'il n'y manquait l'essentiel : la part des contradictions, dont Daniel Bensaïd s'est toujours employé à explorer les permanences historiques et les transformations contemporaines, le temps brisé de la politique et le contretemps intempestif de la critique. Car les contradictions sont omniprésentes, essentielles, constitutives, à l'état de fermentation politique constante. Elles traversent les rapports sociaux mais aussi tous les exploités et dominés du monde, les écartelant entre capacités acquises et aliénation subie, entre temps volé et volonté de vivre mieux, entre consentement forcé et résistance acharnée : cette dialectique n'est pas une vue de philosophe, c'est le lot d'une écrasante majorité, plus encore que d'une majorité écrasée.

“ *Ni les luttes sociales, ni les mouvements politiques qui se cherchent, ni la contestation politique radicale n'ont disparu.* ”

Car là est le propre du marxisme vivant, lorsqu'il cultive l'attention dialectique au réel : savoir déceler dans la défaite non pas les conditions de la victoire inéluctable du lendemain, mais les possibles logés au cœur de l'instabilité foncière d'un capitalisme qui a plus que jamais besoin de la menace et de la terreur pour persévérer et qui ne vit que d'un consensus extorqué de force.

Un grand marxisme de notre temps

Notre humanité, juchée sur une poudrière sans précédent, fait face à l'imminence d'un nouvel épisode de la crise économique de longue durée du capitalisme contemporain, toujours plus grave que le précédent, et qui ne conduit jamais, de soi-même, au sursaut politique émancipateur. Car il y faut encore la conscience critique des enjeux autant qu'une organisation politique des luttes populaires,



Meeting de la LCR à la Mutualité vendredi 30 mai 2008 à l'occasion du 40^e anniversaire de mai 68. © Photothèque Rouge /JMB.

capables de réorienter le cours historique et d'engager la longue et difficile tâche d'abolition démocratique et concertée du capitalisme. Centrale dans la pensée de Daniel Bensaïd, l'analyse des bifurcations historiques fait écho à ce carrefour sans précédent qu'est devenu notre présent, le lieu de tous les dangers mais aussi, avant qu'il ne soit trop tard, de tous les possibles.

Mais en quoi le marxisme serait-il indispensable à penser ce présent qui ne fut pas celui de Marx ? Entre autres raisons parce que cette contradiction politique, si on en poursuit l'analyse, conduit droit au cœur des rapports sociaux du capitalisme, en ce point où le salarié, vendant

sa force de travail, rend seul possible l'accumulation capitaliste tout en s'efforçant de résister aux conditions qui lui sont imposées. Si cette résistance peut parfois rester sourde, indivi-

duelle voire individualiste, c'est de ce foyer toujours vif que surgit et surgira toujours le refus d'un mode de production fondé sur la domination de classe et l'exploitation du travail d'autrui, sur l'écrasement de toutes les capacités, de toutes les puissances d'être des hommes et des femmes de ce temps. Et c'est en ce point que le communisme se présente comme la grande, la seule alternative économique, sociale, politique.

Sur ce plan, on peut dire sans hésiter que Daniel Bensaïd fait partie des rares grands marxistes de notre temps à n'avoir pas abandonné l'idée d'une critique de l'économie politique comme lieu théorique et militant par excellence, où se joue à la fois la possibilité d'une compréhension globale, qui n'écrase aucune spécificité, et la possibilité d'une lutte sociale et politique, qui ne réalise aucun scénario pré-écrit et qui ne se soumet à une aucune autorité surplombante. Démontant inlassablement les idées reçues sur Marx et sur le marxisme, polémique pied à pied avec toutes les doctrines de la victoire définitive du capitalisme autant qu'avec celles de sa disparition tranquille, Daniel Bensaïd a maintenu et surtout fait vivre l'articula-

tion du travail théorique, jamais achevé, et de l'intervention militante, tout aussi permanente, incertaine. Le pari de l'engagement a pour enjeu un monde à gagner, qui n'est rien d'autre que ce monde-ci, le nôtre.

Un marxisme vivant donc agissant

Pour conclure cette préface, trois remarques suffiront à énoncer les raisons pour lesquelles il faut lire le beau livre de Darren Roso non comme un hommage funèbre à une figure du passé mais comme la plus fidèle manière qui soit de prolonger l'effort d'un penseur à tant d'égards contemporain.

La première remarque est que, en dépit du constat politique sombre, ni les luttes sociales, ni les mouvements politiques qui se cherchent, ni la contestation politique radicale n'ont disparu. Et l'intérêt pour Marx et le marxisme, aussi minoritaire soit-il, est effet et cause, inséparablement, de ces mouvements locaux et partiels qui n'ont pas renoncé aux perspectives globales ni aux valeurs communes de l'émancipation. Le regain d'intérêt qui se dessine n'aura de durée et d'effet que si chercheur-ses et éditeur-trices militant-es poursuivent leur travail courageux. La publication de ce livre en est une preuve réjouissante.

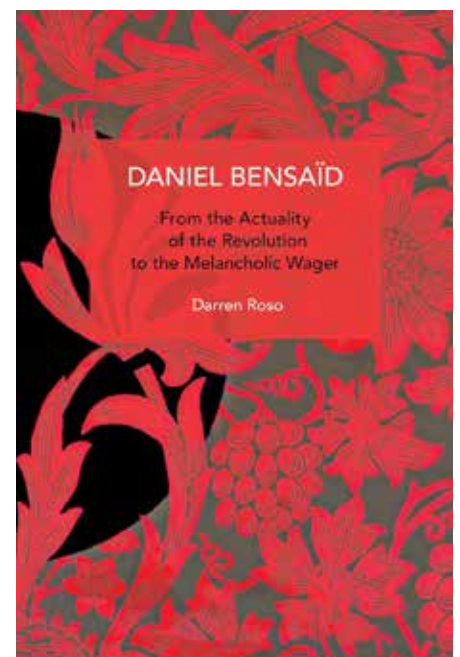
Le deuxième point concerne l'histoire du socialisme et des mouvements politiques qui se sont peu ou prou réclamés du marxisme. Daniel Bensaïd n'a jamais délaissé Marx mais pas non plus oublié les grands débats politiques du mouvement ouvrier, condition pour ne pas bégayer. Cette histoire n'est pas d'abord celle d'une défaite, elle ne se réduit pas à l'histoire des vaincu-es, des sans-voix et des dépossédé-es, elle est une histoire multiple, contrastée, faite de luttes incessantes, entre-tissée de victoires et de défaites, qu'il importe de s'approprier.

La troisième remarque est que le marxisme politique, ainsi conçu, ne peut aujourd'hui demeurer vivant qu'à la double condition d'être sans cesse ajusté aux circonstances de notre temps, c'est-

à-dire à ses contradictions et à l'espace d'intervention qu'elles ouvrent. Et cet ajustement n'est pas, ne peut pas être le fait de la pensée pure, il ne peut qu'être le résultat d'un travail collectif, situé lui aussi au point de rencontre de l'analyse et des expériences pratiques, sociales et politiques collectives. Un des maîtres mots de l'œuvre de Daniel Bensaïd, comme du marxisme dont il se revendique, est celui de démocratie. C'est bien sûr à la condition de faire vivre et d'élargir des organisations démocratiques, anticipant dès le présent la vraie démocratie à venir, excédant sans les renier les formes parlementaires en crise, et à la condition associée d'une élaboration intellectuelle collective, qu'un marxisme d'aujourd'hui peut exister et faire exister, ou du moins esquisser, le commun social et politique qui seul pourra mettre fin au règne de la loi capitaliste de la valeur.

Bref, ce livre si attentif au parcours et à la pensée de Daniel Bensaïd, parvient à restituer ce que fut son attention extrême aux circonstances et à leur dialectique, ses qualités de questionnements incessants, d'intelligence aiguë, d'immense culture, de générosité et de combativité sans relâche. Toutes ces qualités sont requises, plus que jamais, par la révolution de notre temps, au milieu du dédale du présent, des saccages en cours mais aussi des révoltes et des colères. Car il est bien clair désormais que seules nos colères instruites et organisées, sans jamais cesser d'être questionneuses, seront fécondes. ■

Janvier 2025



Un soutien financier pour publier Daniel Bensaïd en anglais

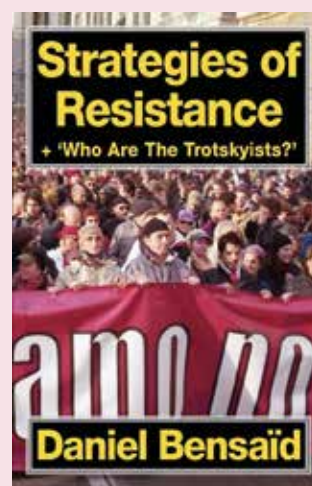
Les écrits de notre camarade Daniel Bensaïd attirent de plus en plus l'attention dans le monde entier, mais une grande partie de son œuvre n'est toujours pas traduite. L'IIRE Amsterdam souhaite contribuer à la diffusion internationale des écrits de Bensaïd et collecte des fonds pour une nouvelle collection de ses essais en anglais.

En 2009, l'IIRE Amsterdam a publié en anglais le recueil *Stratégies de résistance* + « *Qui sont les trotskystes* ». En 2025, quinze ans après la disparition de notre camarade, l'IIRE a l'intention de publier une nouvelle édition, considérablement augmentée, rassemblant des essais sur l'histoire, la politique et la stratégie.

Les trotskysmes (2002) est un texte historique sur l'évolution du mouvement trotskyste. Plutôt que de viser l'exhaustivité académique, Bensaïd met en avant dans cet essai, en partie nourri de ses expériences personnelles, les éléments qu'il considère comme étant toujours d'actualité dans le trotskysme. *Stratégies*

de résistance (2004) est une tentative ambitieuse de relever les défis théoriques auxquels le marxisme est confronté à l'ère dite « postmoderne ». La nouvelle édition de ce recueil comprendra d'autres essais importants de Bensaïd, tels que *Mythes et légendes de la domination* (2008). Dans ce texte, Bensaïd s'engage de manière critique avec des auteurs comme Herbert Marcuse et Michel Foucault pour interroger le changement historique qui s'est produit avec le « *nouvel esprit de la contre-réforme du marché libre* » victorieux depuis les années 1970. D'autres textes traitent de la montée du stalinisme, du rôle central de la démocratie dans le socialisme, de

No.42-43 *Strategies of Resistance & 'Who are the Trotskyists'*: Daniel Bensaïd - 196 pages, 11,00 €.



Alain Cyroulnik, Daniel Bensaïd, Jerome Oudin, début des années 70.

l'émancipation juive et de « *ce que signifie être marxiste* ».

Dans ces textes et bien d'autres, Bensaïd propose une interprétation du marxisme comme une pensée sans garanties, qui refuse les idées d'inévitabilité historique pour se concentrer sur le rôle décisif des luttes sociales et des décisions politiques. Le fil rouge de ces essais est la dialectique entre les identités qui peuvent constituer le début de la résistance et l'émancipation universelle comme horizon révolutionnaire de la lutte sociale. Débordant de perspicacité, d'érudition et d'esprit, les écrits de Bensaïd constituent un héritage précieux pour les révolutionnaires. Nous avons besoin de votre aide pour le transmettre.

Pour contribuer aux coûts de traduction et de production, l'IIRE collecte 5 000 euros. Les personnes ayant fait un don de 60 euros ou plus recevront un exemplaire du livre une fois qu'il sera publié. Nous visons une publication à l'automne 2025. Les dons peuvent être effectués en ligne sur le site <https://gofund.me/247de301>. Vous y trouverez également la table des matières. Les dons peuvent également être effectués sur le site web de l'IIRE : iire.org/donate. ■

Rêver un impossible rêve et puis lutter toujours...

Sur le film « *Rouge : la couleur qui annonce le journal* » (2024).

Par
Stéphanie Prezioso

Son de machine à écrire ; le texte s'affiche à l'écran une lettre après l'autre : « 15 mars 1976, la Ligue communiste révolutionnaire transforme son hebdomadaire Rouge en journal quotidien... » Cette aventure « folle » et « incertaine » durera plus de 1 000 jours...

L'expérience « très intime » d'une aventure collective

Rouge nous emmène sur les lieux de cette « expérience collective » : une impasse à Montreuil, un bâtiment, Rotographie. Le « spectateur » – mais est-ce le bon terme ? – y entre pratiquement en même temps que celles et ceux qui y ont carburé à la fin des années 1970. Les rotatives s'activent pour imprimer, une fois encore, le premier numéro de ce journal qui parfois « *taillait des croupières à Libération* » (Edwy Plenel, fondateur de *Mediapart*, dit Krasny). Le son, les couleurs, les murs où s'affichent les combats d'hier et ceux d'aujourd'hui, l'odeur évoquée par Rita (dite Caroline) dans les premières séquences, tout nous amène à nous projeter dans le souffle des luttes et des espoirs d'une période que, quelque 50 ans plus tard, tous et toutes, chacun à leur manière, portent encore en eux.

« L'adjectif qui annonce la couleur »

En 1976, l'histoire mordait encore la nuque des militant-es révolutionnaires de la LCR. Même si les années 1968 étaient derrière eux et que la révolution des Œillets au Portugal avait marqué le pas. Tout semblait cependant toujours possible comme le souligne Isabelle face caméra le sourire aux lèvres. Et pourtant cette fin des années 1970 était aussi celle du réveil de la « bête immonde », au Chili (1973), en Argen-

tine (1975), avec son lot de répression, de massacres et d'exilé-es accueilli-es à « Roto ».

« *Il fallait y aller et on l'a fait* » soutient Dominique (dit Caron). Parce que le journal était le lieu d'organisation, de centralisation, de diffusion du combat à mener et qu'il fallait « *repenser la rédaction, le quotidien, l'information* » : « *La presse bourgeoise ment, Rouge dément* ». Le ton est donné, le quotidien sera internationaliste, anticapitaliste, anti-impérialiste, anti-stalinien ou ne sera pas ! Les militant-es s'y lancent à cœur et corps perdu, 24 heures sur 24, parce qu'il fallait le remplir ce satané journal, le corriger, l'imprimer, le diffuser, contre vents et marées. « *Nous apprenions notre métier en marchant* » raconte Krasny.

À la rencontre du public

En octobre 1975, les trois jours de fête organisés par la LCR aux Halles de la Villette, pour lever des fonds pour le quotidien, rassemblent 70 000 personnes. Sur scène, une demi-douzaine de capitaines de la révolution des Œillets, et puis Jacques Higelin, dans un coin, la guitare à la main... De fait, *Rouge* devient à la fois cœur et réceptacle du bouillonnement de cette époque, « une culture très ouverte » à tout ce qui surgissait de la société : des combats internationalistes aux nombreuses grèves ; des salarié-es prêts à la confrontation sociale, aux premières ébauches de luttes écologistes ; des combats féministes à ceux des homosexuel-les. *Rouge* c'est « une nouvelle génération révolutionnaire » en marche.

Mon nom est Rouge

Le documentaire raconte l'histoire d'un monde bien éloigné du nôtre. Aujourd'hui, nous dit Krasny, sa belle moustache en chevron entourant un sourire mutin, « le vent est contraire, le vent est de face ». La misère de masse, le réchauffement climatique,



l'extinction de la biodiversité, les dictatures sanguinaires, les guerres, les nouveaux visages du fascisme pointent leur masque effrayant un peu partout. Et pourtant, cette aventure militante, révolutionnaire et profondément humaine continue à nous parler. Sans doute est-ce le fruit des engagements enthousiastes de celles et ceux qui s'en sont fait les paladins. À travers les militantes, Rita (dite Caroline), Christine (dite Vallée), Isabelle, c'est la nécessaire articulation de la lutte pour le socialisme et du combat pour la libération des femmes qui continue à résonner. Et puis, il y a la remémoration de nos morts (la voix d'Alain Krivine, le poing levé de Daniel Bensaïd, et de quelques autres...), envers lesquels notre responsabilité est immense. De quoi *Rouge* est-il le nom alors ? D'un éternel début. ■



Stéphanie Prezioso

Stéphanie Prezioso est historienne, professeur d'histoire contemporaine à l'université, ancienne députée fédérale en Suisse, militante de la IV^e Internationale. Elle est l'auteur de nombreuses études sur le fascisme et l'antifascisme, dont *Découvrir l'antifascisme*, Paris, éditions sociales, 2025 (à paraître). Ce texte est la version longue d'un article écrit pour le journal de l'Union populaire, Genève. © <http://www.parlament.ch>